

Corruption et enrichissement illicite au Mali : La justice sur les traces de trois fonctionnaires milliardaires qui ont légué des maisons à leurs propres enfants mineurs

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 09 OCTOBRE 2020

705

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



M5-RFP / autorités de la transition

Vers un inévitable affrontement ?



Fin de suspens : Soumaila Cissé parmi nous !



CS/M5-RFP-Transition : La lutte continue



SAER GROUP C'EST:

**+ de 400
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de
26 sociétés, qui oeuvrent tous au rayonnement
de la marque SAER.

SAER GROUP

Une	M5-RFP / autorités de la transition : Vers un inévitable affrontement ?	P.4
Brèves	Mali : Libération des personnalités politiques et militaires arrêtées suite aux événements du 18 Aout 2020 Revendication syndicale : La section SYNFISE-SNEC dans la rue10 Conseil national du patronat du Mali : Au cœur d'une bataille de légitimité10 Le Malien : Un peuple asphyxié mais résilient ! Transition : L'aide militaire américaine aux Maliens suspendus jusqu'à des élections Yorosso : Attaque contre une unité des FAMA à Boura Coup d'État : Les personnalités politiques et militaires arrêtées libérées mais mis à la disposition de la justice Atrocités dans le village de Kénéwe (Koro) : Des maisons brulées et des bœufs tués par balles	P.10 P.10 P.11 P.11 P.12 P.12 P.12
Actualité	Conseil d'Administration du CENOU : Un bilan satisfaisant ! Santé Oculaire : La cécité au centre des échanges Corruption et enrichissement illicite au Mali : La justice sur les traces de trois fonctionnaires milliardaires qui ont légué des maisons à leurs propres enfants mineurs	P.14 P.15 P.16
Politique	Modibo Sidibé : "La marche de la démocratie sur le continent doit se poursuivre" Fin de suspens : Soumaila Cissé parmi nous ! CS/M5-RFP-Transition : La lutte continue Le Mali après la transition : La plateforme « JIGIYA KURA- espérance nouvelle » prépare la course pour Koulouba	P.18 P.21 P.22 P.25
Culture & société	Travail domestique : Ces filles exploitées et violentées !	P.27
International	Côte d'Ivoire : Guillaume Soro accusé de « complot » contre l'État Présidentielle en Guinée : Les fiefs électoraux des candidats	P.28 P.29
Sport	Nos expatriés : Hamari Traoré à cœur ouvert	P.31



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



M5-RFP / autorités de la transition : Vers un inévitable affrontement ?

Ne fallait-il pas s'y attendre ? Était-ce évitable ? Ce qui ne se disait qu'avec des mots convenus pour ne pas fâcher mais qui se préparait activement dans le back office n'est - il pas en train de prendre des allures de confrontation claire entre les deux principaux acteurs du changement au Mali à savoir le M5-RFP d'une part et les autorités de la Transition au Mali d'autre part ?

En tous les cas, la conférence de presse hier après-midi du premier au siège de la CMAS avait toutes les allures de celles qu'il tenait il n'y a pas si longtemps pour obtenir la démission de IBK et de son régime. Le décor, les acteurs, la rhétorique, l'auditoire mais aussi la détermination affichée semblent être les mêmes que ceux des premières heures de la contestation.

Prenant la parole le premier, Choguel Maïga a brièvement planté le décor avant de donner la parole à Ibrahim Ikassa Maïga pour la lecture de la Déclaration liminaire qui s'est révélée être un véritable réquisitoire argumenté et détaillé contre les méthodes dites déloyales du bientôt ex- CNSP, le Premier ministre Moctar Ouane, son gouvernement. Même le président de la Transition, pour la première fois depuis sa désignation est interpellé par le M5-RFP qui, non seulement lui demande de se mettre

en règle avec la déclaration publique de ses biens mais met même en doute la légalité de sa désignation et la validité des actes qu'il a subséquemment posés " **Enfin le M5-RFP invite les hautes juridictions nationales du Mali à tirer les conséquences juridiques de la publication tardive au Journal Officiel du Mali d'une Charte tronquée et sur la validité des actes posés avant cette publication (serment du Président et du Vice-président de la Transition, nomination du Premier ministre et de tous**

les actes subséquents) "

Cette interpellation du M5-RFP, lourde de conséquences augure-t-elle d'une stratégie de confrontation mûrement réfléchie ? Il faut, si c'est le cas, convenir que les militaires l'auraient cherché en cherchant à marginaliser puis à humilier le M5-RFP qui, chacun en convient, n'est pas composé d'amateurs ni de personnes nées de la dernière pluie.

A cet égard il faut convenir que les militaires, dès le début, n'ont malheureusement commis que des erreurs et pratiqué des volte-face que





le M5-RFP qualifie à mots couverts de trahison.

Ainsi, lit-on dans le document liminaire de la conférence de presse " **C'est donc naturellement, dans la bonne foi mais sans naïveté et en la croyance d'un Mali nouveau, que le M5-RFP a entamé, depuis le 26 août 2020, une collaboration avec les éléments des Forces de défense et de sécurité constitués au sein du CNSP, dans le but de préserver la vision et les impératifs de changement. Car le M5-RFP, sait qu'il n'existe pas de cas dans l'Histoire où le changement a été réalisé par des personnes n'ayant pas participé ouvertement et à visage découvert, en prenant des risques, à la lutte pour le changement** »

Et le M5-RFP d'ajouter « **Pire, la nomination d'un Premier ministre de transition fut l'occasion d'une insultante mise en scène, pour une fonction que le CNSP, ju-**

rant sur son honneur, avait affirmé revenir « de droit au M5-RFP », et poussé la théâtralisation jusqu'à réclamer la transmission d'éventuelles candidatures ».

La vraie question aujourd'hui posée est la suivante : la stratégie de rupture d'avec le M5-RFP des militaires n'est-elle pas suicidaire? En effet, en se privant de la couverture que pouvait lui procurer le M5-RFP, le CNSP s'est livré pieds et poings liés à la CEDEAO qui l'a réduit à sa plus simple expression. Son maintien aujourd'hui pour encore quelques jours ressemble d'ailleurs plus aux derniers soubresauts de l'agonisant qu'à une bravade. Il partira inéluctablement la semaine prochaine et cette page de l'histoire du Mali, initialement porteuse d'espoir, sera ainsi fermée sans gloire.

Et la suite serai-t-on tenté de demander ?

La réponse pour le M5-RFP ne fait pas de doute " Le M5-RFP, malgré des tentatives répétées de marginalisation, conscient de ses

responsabilités, réaffirme sa détermination à faire aboutir son combat pour un Mali nouveau.

Pour ce faire, le M5-RFP, fort de l'engagement de toutes ses composantes dont aucune n'a quitté le mouvement à ce jour, sans exclusive, à œuvrer inlassablement pour la réussite du processus du changement, appelle ses Militantes, Militants et Sympathisants à rester mobilisés pour une rupture véritable avec l'ancien système, pour un changement réel par la Refondation du Mali."

Pauvre Mali ! A quand la fin du calvaire que certains de tes fils n'arrêtent d'infliger à tes autres enfants ?

Peut-être que le Conseil National de Transition pourrait constituer l'ultime bouée de sauvetage.

■ **Moctar SOW**



Primature du Mali

AUDIENCE | GENRE | Loi 052

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, M. Moctar Ouane, a reçu en audience ce jeudi 8 octobre 2020, une délégation de femmes représentant les organisations féminines et du genre.

Suite à la nomination, par le Décret 2020-0074/PT- RM du 05 octobre 2020, du Gouvernement de Transition, ces organisations se sont rendues à la Primature pour porter leur message contenu dans un mémorandum demandant l'application de la loi 052.

La Loi no 2015- 052 du 18 décembre 2015, faut-il le rappeler, accorde en effet, une proportion d'au moins 30% aux personnes de l'un ou l'autre sexe, concernant les postes nominatifs ou électifs.

Les membres de la délégation ont souhaité que cette loi soit prise en compte pour garantir la représentativité des femmes dans les instances électives et nominatives.

Les femmes reçues par le Premier ministre n'ont cependant pas manqué de réaffirmer leur soutien au Gouvernement ainsi que leur disponibilité totale à accompagner les nouvelles autorités pour une Transition apaisée et réussie.

Dans son allocution, le Premier ministre n'a pas manqué de rappeler l'engagement et le combat des femmes maliennes pour l'adoption de la loi en question.

Il a réaffirmé « clairement et fortement" la conviction profonde du Gouvernement à veiller à son respect. Le Chef du Gouvernement a ainsi assuré que tout sera mis en œuvre pour que la Loi 052 soit " observée dans toutes ses dimensions ». Pour ce faire, il a promis de se faire l'écho de la préoccupation des femmes.

Enfin, il a chaleureusement remercié ses hôtes, au nom du Président de la Transition, S.E.M. Bah NDaou, pour leur volonté affichée d'accompagner la Transition.

CCRP - Primature



Africable Télévision

La Présidence de la République du Mali confirme la libération de l'honorable Soumaila Cissé et de Mme Sophie Petronin.



Média A

On dit qu'il a servi tous les gouvernements.

Que c'est un pouvoiriste mais,Voici la vérité :

- 1) Il a refusé d'être membre du CTSP en 1991
- 2) Il a refusé d'être 1er vice-président à l'Assemblée nationale sous Alpha
- 3) Il a refusé d'entrer dans un gouvernement de 1990 à 2014
- 4) Après être sorti du gouvernement de IBK il a refusé de travailler encore avec lui bien que ce dernier l'a rappelé
- 5) Il est l'homme politique qui a le plus duré dans l'opposition au Mali

Il a tout enduré pour le Mali.

Nous devons savoir apprécier la valeur d'un Homme...

Je le répète, Maître Mountaga Tall est une référence en tant qu'homme politique et militant de la démocratie..



Moussa Baba Coulibaly

Alhamdoulilah. Cette fois-ci est la bonne. Bien-venue Soumaila Cisse et Sophie Petronin.



MALI KANU

LE MAIRE DE SAFO GUIRO TRAORÉ : UN INTOUCHABLE ???

Le spectacle qui s'offre dans la commune rurale de Safo dépasse tout attente.



Depuis son arrivée à la tête du élan commune, le maire a fait de la vente des parcelles sont sport favori. Il ramasse tout sur son passage, les espaces publics, les réserves foncières de l'état et les titres des particuliers et tout cela en violation flagrante du code domaniale et foncier.

Il vient de morceler et vendre dernièrement le site des maliens de l'extérieur attribué en titre foncier par le conseil des ministres dans la commune de Safo par le président de la République à l'époque Amadou Toumani Touré. Il est au coeur de plusieurs scandales de morcellement de terrain d'autrui dont votre humble serviteur.

Je suis une victime des morcellement anarchistes de ce maire qui a morcelé ma propriété et la revendu à des tierces personnes. Je fuis surpris de découvrir des plaques sur ma parcelle ! En temps qu'enseignant à l'époque, j'ai du prendre deux prêts à Nyesigiso pour payer ces deux grandes parcelles et ça m'a pris 4 années de remboursement. Mais voilà.

Beaucoup de victimes ont aussi témoigné avoir subi les mêmes abus du maire, pressé de faire fortune dans la vente de terre à Safo.

Le maire de Safo bénéficiait sous l'ancien régime d'une grande protection en plus de sa capacité à acheter avec des parcelles et de l'argent liquide les justes et procureurs du tribunal de Kati. Voilà pourquoi, il se croit tout permis et n'a aucune limite actuellement. A suivre.



Yehia Tandina

SOUMI LIBRE

C'est sous une fine pluie que l'ex chef de file de l'opposition malienne est arrivé à Tessalit. Avec l'otage française. En route pour Bamako, les 2 ex otages seront remis au président de la transition, avec un suivi médical avant de regagner leurs parents.



Le Jalon



[#Science]: En Afrique, les projets d'essais cliniques de médicament et de vaccin pour le traitement du coronavirus ont suscité de vives polémiques sur fond de théories complotistes. A quoi sert un essai clinique? Comment ça fonctionne? Ses différentes étapes? Réponses avec le Pr. Seydou Doumbia, président du Comité scientifique #Covid19 au Mali.



YERI Bocoum



#SOUMANO_YBC

Le Comité statutaire du Conseil national du patronat du Mali (CNPM) s'est réuni le mardi 6 octobre 2020 pour examiner les correspondances reçues par le président dudit comité. A l'issue de sa réunion le comité statutaire a déclaré nulle la convocation de l'assemblée générale faite par le président sortant du CNPM Mamadou Sinsy Coulibaly, pour le jeudi 8 octobre 2020.

Au cours de sa réunion du mardi dernier présidée par son Almay Ibrahim Nafou, il s'agissait pour le comité statutaire du Conseil national du patronat du Mali (CNPM) d'examiner : l'avis N°004-20/CNPM/SG du 24-09-2020 de report de l'assemblée générale du 26 -09- 2020, signé par le secrétaire général du CNPM ; la lettre

N°0438/CNPM/SG du 25-09-202, remise par voie d'huissier le 28-09-2020 sans objet, adressée au président du comité statutaire relative à la prise de position du comité statutaire par rapport à la tenue de l'assemblée du 26 septembre 2020 ; la lettre de Diadié dit Amadou Sankaré sans objet du 05 Octobre 2020, relative à la convocation de l'Assemblée générale du 08 octobre 2020 par le président sortant, Mamadou Sinsy Coulibaly.

A l'issue de la réunion le report de l'assemblée générale du 26 septembre 2020, le comité statutaire a déclaré que « La réponse a été faite au CNPM par avis N° 001-2020/CNPM/CS du 25 septembre 2020. Le comité statutaire a souligné que le secrétaire général n'avait pas le droit d'annuler une assemblée générale régulièrement convoquée par le président du CNPM. A cet effet, le comité statutaire a demandé au secrétaire général de prendre toutes les dispositions nécessaires pour le maintien de la date du 26 Septembre 2020 pour la tenue de l'assemblée générale du CNPM. Par rapport au motif de report évoqué par le secrétaire général du CNPM, l'Article 11 des statuts ne fait aucunement mention du contenu et de la formation des listes des différents candidats. Le comité statutaire confirme son avis de maintien de la date du 26 septembre 2020 au motif que le secrétaire général n'a pas notifié un mandat écrit du président pour le report de l'assemblée générale ».

Concernant l'assemblée générale convoquée par le président sortant du CNPM, Mamadou Sinsy Coulibaly pour le 8 octobre 2020, selon le comité statutaire l'Article 6 des statuts stipule que « L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an, sur convocation du Président, adressée quinze (15) jours à l'avance. Le président peut également convoquer l'assemblée générale après avis du bureau. L'assemblée générale peut être également convoquée sur demande adressée au président et signée par au moins la majorité des membres du bureau ».

Dès lors le comité statutaire a constaté que « les textes n'ont pas été respectés par le président. De ce fait, la convocation faite par lui pour la tenue de l'assemblée générale du 08 octobre 2020, est nulle ». Pour rappel, conformément aux statuts et règlements intérieurs du Conseil national du patronat du Mali et suite à la décision du président du comité statutaire, l'Assemblée générale électorale du nouveau président du Conseil national du patronat du Mali (CNPM), s'est tenue le samedi 26 septembre 2020. A l'issue du vote, Diadié dit Amadou Sankaré a été élu président du CNPM par les délégués avec 89 voix contre une voix pour Mamadou Sinsy Coulibaly.

Issa Diallo
Malizine



Madani Tall



C'est presque amusant D'ordinaire, lorsqu'un africain se rend à Paris, il s'attend à une certaine méfiance à son égard. Depuis le COVID les choses ont changé, c'est nous maintenant qui devenons méfiants dès que nous montons dans l'avion parce que nous savons aller dans une fournaise à COVID.

Pour moi qui n'avais pas mis pieds à Paris depuis le début de l'épidémie, les choses sont étranges, Paris est vide, mais en même temps sa beauté ressort et j'ai rarement vu un ciel aussi lumineux.

En sortant de l'hôtel, tout le monde me regarde au point que je me prend pour une star. Finalement un monsieur me fait signe... Djaja j'avais oublié de porter mon masque. Je traverse la place de la Concorde sans souci de me faire écraser tellement il y a peu de voitures. Je traverse le pont pour me rendre à l'Assemblée Nationale Française, y rencontrer un vieil ami qui est y est l'un des vice-président... Nous avons parlé une heure sans voir autre chose que nos yeux, port du masque obligatoire.

Ironie du sort, il y a à peine un an le débat en France portait sur les femmes voilées, voilà que maintenant, même les hommes sont masqués.

Ce que je retiens est que l'être humain se surestime alors qu'il n'est pas grand chose. Le marché triomphant est devenu plus humble, les rois et les chefs sont devenus moins arrogants. Chez nous au Mali, ceux qui triomphaient hier se terrent aujourd'hui, ceux qui pleuraient rien à nouveau... pourtant chacun doit savoir que rien n'est éternel sinon la volonté de Dieu.

Par dessus tout, je dis Alhadoullilahi, car la vie est belle et mérite d'être vécue qu'elle qu'en soient les défis. Et si je puis donner un conseil à mes cadets, ce serait de regarder l'avenir avec confiance. Dieu veille.





Jeune Afrique

D'un côté, on a le père, l'opposant Pierre-Claver Maganga Moussavou. De l'autre, le fils, ministre de l'Agriculture, qui vient de rallier le parti au pouvoir au Gabon. « Jeune Afrique » s'est penché sur les raisons de leur discorde.



Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À

40%

SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money



Mali : Libération des personnalités politiques et militaires arrêtées suite aux événements du 18 Aout 2020



Le Vice-président de la transition informe l'opinion publique nationale et internationale de l'élargissement ce jour 07/10/2020 des personnalités politiques et militaires arrêtées suite aux événements du 18 Aout 2020.

Il s'agit de l'ancien Premier ministre, Dr Boubou Cissé, de l'ancien président de l'Assemblée nationale, Moussa Timbiné, des généraux Ibrahima Dahirou Dembélé, M'bemba Moussa Keita, Oumar Dao, Ouahoun Koné, Boukary Kodio, Abdramane Baby, Abdoulaye Coulibaly, Moustaph Drabo et du Colonel-major Faguimba Kansaye.

Toutefois, les dossiers desdites personnalités ont été transmis à la justice pour toutes fins utiles.

La rédaction

Conseil national du patronat du Mali : Au cœur d'une bataille de légitimité



Le Conseil national du patronat du Mali (CNPM) tient depuis ce matin une assemblée générale électorale. Le mandat du bureau sortant, dirigé par M. Mamadou Sinsy Coulibaly, arrive à terme ce 10 octobre. Ce renouvellement intervient dans un contexte particulier, car le 26 septembre 2020, une assemblée générale tenue devant le CNPM a élu un nouveau président, en la personne de Diadié dit Amadou Sankaré. Alors que s'ouvrait cette assemblée, une poignée de manifestants brandissant des banderoles réclamaient le départ de l'actuel président,

Revendication syndicale : La section SYNFISE-SNEC dans la rue



La section syndicale nationale SNEC des financiers du secteur de l'éducation est en grève depuis le mercredi 7 Octobre 2020. Les leaders de ce syndicat exigent la reprise du dialogue et l'application du procès-verbal de conciliation.

Le nouveau ministre du travail et de la fonction publique aura à gérer beaucoup de préavis de grèves pendant la période transitoire. La chute du régime d'Ibrahim Boubacar Keita avait permis à plusieurs syndicats de mettre leur préavis en standby en attendant la formation du nouveau gouvernement. La section syndicale nationale des financiers du SNEC n'a pas attendu la prise de fonction effective de la nouvelle équipe gouvernementale pour entamer une grève de 72 heures. Dans leur préavis de grève, il est mentionné que considérant la lenteur de l'application du procès-verbal de conciliation du 18 juillet 2019, suite à l'arrêté n° 19-1878/ MDSTFP- SG du 16 juillet 2019 et le refus catégorique du secrétaire général du ministre de l'éducation d'aller au dialogue pour résoudre le problème, la section syndicale nationale SNEC s'est réservé le droit d'arrêter momentanément de travailler. Ce qui veut dire que les membres de ce syndicat ne veulent pas lâcher prise. Selon une source très proche du dossier, c'est le premier mouvement de grève de ce nouveau syndicat affilié au SNEC.

À en croire Bakary Sacko, secrétaire général adjoint de la division de Mopti, l'Etat est une continuité et le nouveau gouvernement doit s'investir pour calmer les ardeurs des syndicats qui ont été plusieurs fois bernés par le régime déchu. « Cette lutte, nous allons la mener jusqu'au bout. Sans la prise en compte de nos doléances, nous n'allons pas abdiquer. La résolution de cette crise réside dans un dialogue franc. La section syndicale nationale SNEC des financiers du secteur de l'éducation exige la reprise de dialogue pour l'avancée de l'application du procès-verbal de conciliation », a-t-il martelé.

Ibrahim Sanogo

accusé de « diviser le secteur privé ». Pendant ce temps, ce dernier, convaincu que l'esprit de dialogue prévaudra, appelait à « la sagesse et au sens de responsabilité » des acteurs du CNPM, pour faire face à « ces vents contraires ».

En attendant la fin des travaux et le renouvellement des instances du patronat, à l'issue de cette assemblée générale électorale, c'est sans doute une bataille de légitimité qui s'annonce entre les deux parties.

Journal du Mali

Le Malien : Un peuple asphyxié mais résilient !



Le Peuple Malien, depuis un certain temps, subit les exactions de toutes sortes. Nos frères et sœurs tombent régulièrement sur les champs de l'honneur. Que leurs âmes reposent en paix ! Le terrorisme, la famine, les maladies et l'insécurité permanente remplissent les quotidiens du Malien. A cela s'ajoutent les sanctions de la CEDEAO et la suspension de la plupart des financements étrangers. Les Maliens côtoient la pauvreté à longueur de journée dans un pays riche. Oui, le Mali est riche de ses ressources naturelles, riche de sa diversité culturelle, riche de sa jeunesse.

Les Maliens, victimes d'un complot interne (corruption institutionnalisée, impunité banalisée) ou international (la position ambiguë des alliés dans la guerre contre le terrorisme), souffrent encore plus le martyr parce qu'ils savent l'immensité des dons providentiels que la nature leur a réservés. Vivre misérable dans un pays riche, c'est le calvaire que vit une très grande majorité de la population. Une jeunesse majoritairement désœuvrée et sans couverture sociale erre et finit par se lancer à la mer à la poursuite d'un mirage. Le sort semble avoir jeté son dévolu sur ce peuple asphyxié mais résilient. Cette résilience comble les défauts que l'on feint d'ignorer qui, pourtant, jugulent les chances d'un développement soutenu. Nous avons donc notre part de responsabilité que l'on ne peut faire.

Cependant, le vent du changement semble avoir soufflé et les derniers événements en date le confirment. Ce peuple, asphyxié mais résilient, est désormais maître de son destin qu'il devra forger par son labeur. Ce peuple, en insécurité alimentaire mais résilient, doit tirer profit des leçons que la CEDEAO lui a récemment enseignées. Ce peuple, asphyxié mais résilient, doit désormais pouvoir laver son linge sale en famille sans craindre les représailles d'une communauté sous régionale dont les leaders ne se préoccupent que de leurs carrières.

Ce peuple, asphyxié mais résilient, est à genoux. Pourtant, il se relèvera comme il l'a toujours fait.

Vive la république

Vive le Mali

Dr DOUGOUNE Moussa

Transition : L'aide militaire américaine aux Maliens suspendus jusqu'à des élections



L'assistance militaire des États-Unis au gouvernement de transition malien installé à la suite du putsch d'août restera suspendue jusqu'à la mise en place d'un gouvernement issu d'élections, a annoncé mercredi un haut responsable américain.

Un tel gouvernement ne devrait pas entrer en fonctions avant 18 mois au moins, durée fixée par les nouvelles autorités maliennes pour la période de transition politique censée conduire à des élections générales et ramener les civils au pouvoir.

Les États-Unis ont annoncé suspendre leur assistance sécuritaire au Mali après le coup d'État militaire qui a renversé officiellement sans effusion de sang le président élu Ibrahim Boubacar Keïta le 18 août, après des mois de contestation politique dans le pays en guerre. Les militaires ont depuis installé un président et un gouvernement de transition, tout en conservant une emprise forte sur le pouvoir.

LE CHEF DU PENTAGONE CONCLUT SA TOURNÉE AU MAGHREB AVEC UN ACCORD DE COOPÉRATION MILITAIRE

Washington considère la nomination récente d'un gouvernement de transition comme un "pas initial vers le rétablissement de l'ordre constitutionnel par des élections libres et justes", a affirmé l'émissaire des États-Unis pour le Sahel, Peter Pham.

"Mais tant que celles-ci n'ont pas eu lieu et qu'un gouvernement constitutionnel n'a pas été rétabli, nous sommes obligés par la loi américaine de restreindre notre assistance (...) militaire au régime", a-t-il ajouté dans un entretien téléphonique avec des journalistes.

M. Pham, qui était au Mali la semaine passée, n'a pas précisé les montants concernés. Mais il a souligné que cette assistance n'incluait pas l'aide humanitaire ou au développement qui transite par les partenaires non-gouvernementaux et internationaux et "qui constitue l'essentiel de notre assistance au Mali".

Source : VOA

WESTERN
UNION

WU

MONEY TRANSFER

Yorosso : Attaque contre une unité des FAMA à Boura



Environ 6 hommes armés à bord d'une moto tricycle ont attaqué tôt ce jeudi matin (08/10/20) une unité des FAMA dans la localité de Boura, frontière Mali-Burkina. Les militaires pris pour cible sont chargés de la sécurité de la sous-préfecture. Pas de bilan disponible pour le moment mais des sources confirment que les tirs qui ont commencé vers 9h ont cessé vers 10 h 30 minutes.

Selon des sources locales, l'attaque a créé la panique dans la localité où se tient chaque jeudi la foire hebdomadaire. Les commerçants et les clients ont vidé le marché, indiquent ces mêmes sources qui ajoutent que des renforts sont en route pour la localité.

Source : STUDIO TAMANI

Atrocités dans le village de Kénéwe (Koro) : Des maisons brûlées et des bœufs tués par balles



Lundi 05 Octobre 2020, la terreur était au rendez-vous dans le village de Kénéwe situé à 4 km de Koro. Des sources révèlent que tous les bétails du village ont été emportés. Aussi des maisons ont été brûlées et des bœufs tués par balles. Quelle atrocité dans un pays comme le nôtre qui souffre depuis des années ! Au regard de tout ce qui précède, le vice-président de la Transition, Colonel Assimi Goïta qui a en charge les questions de sécurité et de défense, le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, Colonel Sadio Camara, le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, Colonel Modibo Koné sont plus que jamais interpellés en vue de trouver une solution au problème sécuritaire dans le centre qui a déjà fait assez de victimes et de dégâts matériels importants. Depuis un certain temps, l'insécurité est palpable au centre, plus particulièrement dans la zone de Koro. Les conflits inter communautaires ont fait assez de dégâts dans cette localité. Dans un passé récent, des villages sont partis en fumée. Des paisibles citoyens, des animaux, des greniers et autres n'ont pas été

Coup d'État : Les personnalités politiques et militaires arrêtées libérées mais mis à la disposition de la justice



Comme exigé par le Procureur général près la Cour Suprême de Bamako et la CEDEAO, le CNSP a libéré dans la nuit du mercredi 7 octobre 2020, les personnalités civiles et militaires qu'il détenait à Kati depuis les événements du 18 août dernier.

Dans son communiqué, le CNSP, la junte militaire dirigée par le colonel Assimi Goïta précise : « Le Vice-président de la transition informe l'opinion publique nationale et internationale de l'élargissement ce jour 07/10/2020 des personnalités politiques et militaires arrêtées suite aux événements du 18 Aout 2020. Il s'agit de l'ancien premier ministre, Dr Boubou Cissé, de l'ancien président de l'assemblée nationale, Moussa Timbiné, des généraux Ibrahima Dahirou Dembélé, M'bemba Moussa Keita, Oumar Dao, Mouhoun Koné, Bouar Kodio, Abderrahmane Baby, Abdoulaye Coulibaly, Moustaph Drabo et du Colonel-major Faguimba Kansaye. Toutefois, les intéressés restent à la disposition de la justice pour toutes fins utiles ». « Un autre grand pas vers la normalisation de la situation dans notre pays », salue Sékou Niamey Bathily, militant du RPM, l'ancienne majorité au pouvoir.

DAK Icmali

épargnés. Si ce cycle infernal a baissé d'intensité, les uns et les autres continuent d'assister à des cas comme ce qui a été perpétré le lundi 05 Octobre 2020, dans le village de Kénéwe situé à 4 km de Koro. Des sources au parfum de cet acte ignoble précisent que « tous les bétails du village ont été emportés. Ce n'est pas tout, des maisons ont été brûlées. Des bœufs ont été tués par balles. ». Quelle atrocité dans un pays comme le nôtre qui aspire à la paix, la sécurité et la réconciliation sur l'ensemble du territoire national ! Dans cette affaire d'attaque, les plus hautes autorités doivent tout mettre en œuvre afin de traquer les acteurs et les traduire devant les tribunaux. Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, M. Mohamed Sidika Dicko doit suivre ce dossier « comme le lait sur le feu ». Des actes de ce genre ne doivent pas rester impunis. Les auteurs doivent être sanctionnés à la hauteur des atrocités commises. Au regard de ce qui se passe au nord et au centre, est-ce qu'il ne faut pas songer à trouver un Quartier Général (QG) pour le vice-président de la Transition en charge des questions de défense et de sécurité, Colonel Assimi Goïta à Sévaré en vue de mieux coordonner les actions militaires?

Source : Nouvel Horizon

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Conseil d'Administration du CENOU : Un bilan satisfaisant !

La 20ème session ordinaire du Centre national des œuvres universitaires (Cenou) s'est tenue, jeudi 8 octobre 2020, à Kabala, sous la présidence de Mme Fanta Sylla, présidente du conseil d'administration. Cette activité a permis de faire le bilan à mi-parcours des activités réalisées.



Avant le début des travaux, la présidente du Conseil d'administration a procédé au contrôle des mandats pour se rassurer de l'atteinte du quorum. Le Colonel Ousmane Dembélé, directeur général du Cenou, à l'entame de ses propos, a remercié l'ensemble des membres du Conseil d'administration pour les efforts inlassables pour la réussite des activités. La création de centres régionaux ont permis au Cenou de consolider son processus de décentralisation. On peut parler aussi de l'opérationnalisation du nouvel outil qui a permis aux étudiants cette année de faire les demandes de bourses en ligne, sans se déplacer physiquement à Kabala. « **Nous avons aussi parlé de la nouvelle convention de bancarisation qui, dans les jours à venir va beaucoup faciliter le paiement des allocations financières aux étudiants. Au niveau des résidences, nous avons pris certaines dispositions, notamment sécuritaires. A cause de la situation de la pandémie dans notre pays, il y a beaucoup d'activités qui n'ont pas pu être exécutées. Mais courant premier semestre, le Cenou a atteint un niveau d'exécution de 33%. Nous pensons qu'avec l'accalmie générale au niveau du pays, courant deuxième semestre, nous allons atteindre nos objectifs. Le budget du Cenou est**

un peu de 22 milliards et demi de F CFA dont à peu près 20 milliards sont consacrés au paiement des allocations financières, c'est à dire les bourses et les trousseaux », a-t-il dit.

Pour la présidente du Conseil d'administration, Mme Fanta Sylla, cette session ordinaire à mi-parcours permettra sûrement, à travers la qualité des débats et suggestions, de faire les régulations nécessaires en vue de faciliter l'atteinte des objectifs fixés pour 2020. « **La présente session se tient dans un contexte particulier de la vie de notre pays. Le Mali est affecté par une crise sanitaire due à la maladie à coronavirus, ayant entraîné la fermeture momentanée des écoles, une crise sociopolitique sans précédent. Notre capacité de résilience doit nous permettre d'émerger et de donner un souffle nouveau au Mali. Après une période très critique de notre pays, nous nous réjouissons de la tenue de la présente session qui s'inscrit dans le cadre de : l'examen et l'adoption de l'état d'exécution des recommandations de la 19ème session ordinaire du Conseil d'administration, l'évaluation et l'adoption du rapport d'activité 2020 à mi-parcours, les divers, les communications verbales sur le manuel de procédure, la création des**

centres régionaux, la bancarisation », a-t-elle souligné avant de préciser que le rapport à la date du 30 juin 2020, fait ressortir le point de réalisation à mi-parcours des activités programmées en 2020, et l'état d'exécution du budget.

D'importantes réalisations !

La présidente du Conseil d'administration, dira que le Cenou a engrangé d'énormes réalisations, entre autres : La création de deux centres régionaux à Bamako et à Koulikoro ; la mise en service du nouveau système de dépôt des demandes de bourses en ligne et l'assistance à distance des étudiants ; la révision du projet de manuel de procédure, le renforcement de la coopération à travers la participation du Cenou à l'assemblée générale de l'AOUF à Abidjan ; la poursuite des échanges sur l'étude institutionnelle du Cenou ; l'organisation en rapport avec les forces de sécurité d'une fouille de grande envergure sur la colline de Badalabougou ; l'augmentation de la capacité d'accueil des résidences à travers l'ouverture d'un second bloc de dortoir ; la dotation de tous les campus universitaires en réseau Wifi sécurisé avec la fibre optique ; l'organisation d'une journée sportive des œuvres universitaires élargie aux structures voisines du Cenou à Kabala ; la prise en charge médicale gratuite des étudiants (y compris les médicaments) ; l'acquisition de matériel de prévention contre la maladie à coronavirus, l'instauration effective de la carte d'abonnement au transport et l'acquisition de matériels roulants, la poursuite de l'opérationnalisation du nouveau site afin de rendre disponible et en temps réel pour les étudiants et autres partenaires du Cenou, les informations utiles. « **Nonobstant la crise sanitaire et la dégradation de la situation sociopolitique du Mali, le Cenou a pu réaliser quelques activités et des efforts se poursuivront courant second semestre dans le sens de l'amélioration des conditions de vie et d'études au Mali** », a-t-elle renchérit.

Pour elle, cette session doit déboucher sur des mesures qui permettront au Cenou d'améliorer, de façon significative, la qualité de ses prestations.

■ Ibrahim Sanogo

Santé Oculaire : La cécité au centre des échanges

Afin d'atteindre les objectifs de la vision sur l'initiative 20-20, le Coordinateur National Santé Oculaire (PNSO) au Mali, Lamine Traoré, a annoncé, lors d'une conférence de presse, que la cécité reste un problème important de la santé. Selon lui, des efforts significatifs ont été faits depuis plusieurs années dans le cadre du renforcement de la volonté politique affichée des partenaires, pour faire face à ce fléau.

La présente activité s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la vue, afin de renforcer les services de soins oculaires par le biais de l'intégration plutôt que par offre de service d'une approche verticale.

Ce programme national de la lutte contre la cécité a été créé en 1994, dans le but de coordonner les activités contre la cécité au Mali mais aussi de faire le plaidoyer par rapport au développement des ressources humaines et leur répartition sur le territoire national, a rappelé, mercredi dernier, le Coordinateur du PNSO.

A en croire ce dernier, il s'agit de faire la promotion et la prévention contre la cécité. C'est pour cela que le programme contre la cécité, avec le soutien des partenaires, a décidé de célébrer la « Journée mondiale de la vue », qui se tiendra chaque deuxième jeudi du mois d'octobre.

S'agissant des majeurs, il a souligné l'élimination du trachome parce que celui-ci a été un problème de santé publique. « Nous sommes à mesure de dire que le trachome a été pratiquement éliminé. Nous attendons juste la certification de l'élimination de cette maladie », a-t-il précisé.

En 2010, l'OMS a estimé à 285 millions les personnes avec déficience visuelle, avec 39 millions d'aveugles.

En parlant de la situation de santé oculaire, Dr Lamine Traoré a souligné que la prévalence de la cécité a atteint 1,2% au milieu de l'année 1990, sur la base des résultats de quatre enquêtes réalisées entre 1984 et 1992. Il a annoncé, entre autres : la cataracte à 61%, les Aphakies non corrigées et séquelles chirurgie ont 11,1%, les Pathologies SP ont 11,1%, le Trachome 5% et l'Onchocercose 1,5%.

En termes de population, 20 461 101 habitants, dira-t-il, le RGPH a indiqué 72 ophtalmolo-

gistes soit 1 pour 280 000 habitants en 2020, 38 optométristes dont 7 pour le circuit officiel.

Selon le conférencier, il existe au Mali deux centres tertiaires, 20 centres secondaires d'ophtalmologie, plus de 40 unités secondaires d'ophtalmologie, 8 cabinets et cliniques de soins oculaires, 2 centres de santé confessionnel.

La maladie de la cataracte

Pour une prévalence de 1,2 ceci correspond à 245 000 dont 50% dû à la cataracte soit 122 000. Selon lui, près de 20 000 personnes ont été opérées de la cataracte dont plus de 48% au cours des campagnes.

S'agissant du Glaucome, Dr Lamine Traoré a expliqué que la prévalence estimée à Bamako se chiffre à 4,3% en 2012, qui est la deuxième consultation service d'ophtalmologie. Quant au trachome, grâce aux efforts du ministère et les partenaires, la maladie est sous contrôle avec élimination prévue pour la fin 2020.

Afin de faire face à toutes ces maladies avec des moyens réduits, il est important d'intégrer les soins oculaires dans le système de santé en général, a affirmé le Coordinateur avant d'ajouter ceci : « L'une des conditions de cette intégration est d'avoir des services de SO disponibles avec un minimum de ressources humaines ».

En 1999, les vices réfractions ont évalué une prévalence de 4,3% dans les écoles primaires du District de Bamako, a indiqué le Coordinateur de PNSO Mali. En dehors de la capitale, il a conclu que les services de santé oculaires ne sont pas équipés, ce qui pousse les autorités et les bailleurs à accompagner le PNSO afin de lutter contre les maladies oculaires sur l'ensemble du territoire national.

■ Ibrahim Sanogo



Corruption et enrichissement illicite au Mali : La justice sur les traces de trois fonctionnaires milliardaires qui ont légué des maisons à leurs propres enfants mineurs

Mis en veilleuse depuis le mois de janvier dernier, sous le régime d'IBK, le dossier de corruption des 3 fonctionnaires maliens devenus tous milliardaires en 6 ans de service sera bientôt remis au goût du jour.



Elaboré par l'OCLEI (Office central de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite), ce dossier a trait à l'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite couvrant la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018. Avec un montant indûment perçu qui se chiffre à 4 milliards de nos francs, ce dossier épingle 3 fonctionnaires maliens, dont deux Inspecteurs des Finances et un Inspecteur des Services de Sécurité Sociale.

À l'issue de ses investigations, l'OCLEI est tombé, à son corps défendant, sur des zones d'ombre dans le processus de perception de ces milliards de francs CFA par nos trois fonctionnaires maliens. Relégué aux oubliettes, ce dossier risque de sonner le glas de la carrière professionnelle de ces trois individus au sein de

la fonction publique malienne.

C'est le samedi 4 janvier 2020 que l'OCLEIL a rendu public son rapport sur l'enrichissement illicite couvrant la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018. Dans ce chef-d'œuvre, le Président de l'OCLEI, M. Moumouni Guindo, a révélé que le dossier de trois fonctionnaires maliens, qui se seraient enrichis illicitement, avait été déjà transmis à la Justice. Et depuis, c'est un silence radio autour du dossier.

Mais avec ce début de transition, la donne semble changer. Du coup, ces bandits à cols blancs ne dorment plus que d'un demi-ciel.

Sauve-qui-peut général

Nos sources sont formelles : une grande vague d'arrestation est déjà lancée au Mali sous

cette période transitoire pour tenter de soigner l'image du pays après la démission du président IBK.

En préparation de cette campagne de lutte contre la corruption, une réunion a eu lieu, il y a quelques semaines, entre le président du CNSP, le colonel Hassimi Goïta et le Procureur du Pôle Économique, Mahamadou Kassogué, ainsi qu'avec le Président de l'OCLEI, Moumouni Guindo.

Un choix des dossiers à traiter avant la fin des 18 mois de transition a été fait et parmi les dénonciations de faits déjà remises à la justice, tous les dossiers sensibles au niveau du Pôle économique et financier seront ouverts. Il s'agit entre autres, de l'affaire de corruption et d'enrichissement des 3 fonctionnaires milliardaires ; des dossiers de détournement et

des marchés d'équipements militaires, de l'achat de l'avion présidentiel.

Selon l'OCLEI, les principales méthodes et pratiques d'enrichissement illicite couramment utilisées par les agents publics sont : la perception de pot-de-vin avec une concurrence de 39,24% ; le détournement des deniers publics avec 25,60% et l'abus d'autorités avec 11,95%.

Selon l'indice de perception de la corruption établi par l'ONG Transparency International, le Mali est classé à la 29^{ème} place parmi les 54 pays africains les plus corrompus et à la 122^{ème} place sur les 180 pays au niveau mondial.

Au total, l'OCLEI a mené des enquêtes sur 35 personnalités (1er janvier 2017 au 31 décembre 2018) et a remis à la justice des dossiers de corruption de trois fonctionnaires qui portent sur 4 milliards FCFA environ.

À en croire le président de l'OCLEI, M. Moumouni Dembélé, le premier concerne un Inspecteur des services de sécurité sociale : **« Nous avons identifié 17 maisons d'habitation dont trois maisons ont déjà été vendues ; 4 véhicules particuliers. La valeur des biens est de 969,31 millions à titre d'expertise (fait par des experts évaluateurs immobiliers) alors qu'en 6 ans (2014-2019) son revenu est estimé à 63,3 millions et la somme à justifier est de 906,02 millions FCFA »**, explique-t-il.

Il ajoute : **« Le deuxième dossier concerne un Inspecteur des finances. Il possède 18 maisons d'habitation dont une résidence, un bâtiment de trois étages avec une piscine, qui a coûté 400 millions de FCFA. Pendant que l'enquête était en cours, il a vendu trois maisons, plutôt à brader (une villa à l'ACI à 10 millions de FCFA) à ses propres enfants mineurs. Nous avons trouvés 18 maisons non encore bâties. Le total des biens s'élève à 1 milliard 751 millions de FCFA alors que le total de ces revenus légitimes en 6 ans (2014-2019) est de 27 millions. Et le montant total à justifier pour cet individu est de 1 milliard 720 millions »**.

Avant de conclure : **« Le troisième concerne aussi un inspecteur des Finances. Nous avons identifié 20 bâtiments dont 17 maisons d'habitation, deux écoles privées, une ferme agricole mise en valeur, 46 parcelles dont l'essentiel est en titre fon-**

cier, deux maisons d'habitation déjà vendues, un bâtiment commercial vendu aussi. Cette personne a beaucoup utilisé des prête-noms. Il y a ses enfants de 2 ans, de 4 ans et de 6 ans qui possèdent des maisons de 300 millions, 100 millions, 200 millions etc. La valeur présumée de ses biens a été estimée à 1 milliard 562 millions de FCFA à titre d'expertise alors que son revenu légitime en 6 ans est de 29,47 millions FCFA. Et la somme totale à justifier pour cet homme est de 1 milliard 591 millions ».

Aujourd'hui, la question que l'on se pose, est de savoir si cette chasse aux « voleurs » de la République pendant cette transition touchera tout le monde. Jusqu'où s'étendra la nasse ? Bien malin celui qui saurait y répondre par l'affirmative. Toujours est-il que cette initiative devrait restaurer l'image écornée du Mali qui, comme on le sait, est coutumier des scandales financiers.

Cela dit, ce réveil de la justice, pourra-t-il arrêter l'hémorragie ? Rien n'est moins sûr. Car, force est de constater que la corruption passe pour être une marque déposée au Mali.

Pourvu que cette opération ne soit pas une tempête dans un verre d'eau

En tous les cas, souhaitons que le coup de pied que la Justice malienne veut donner dans la fourmilière, sous cette transition, révèle d'autres scandales, car, ceux qui ont été révélés peuvent n'être que la partie visible de l'iceberg. En bloc, la corruption a fait beaucoup de tort aux Maliens. Surtout dans le domaine de la gestion des deniers publics. On se rappelle en

effet, que plusieurs milliards de francs CFA ont été détournés au Mali, pendant les 7 ans de pouvoir du président IBK. Et les scandales de l'exécution de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) est l'illustration parfaite de cette gabegie financière érigée en mode au sein de l'administration publique malienne. Ces scandales avaient même poussé la société civile à donner de la voix pour dénoncer la mal gouvernance sous le régime défunt d'IBK.

Si aujourd'hui, derrière cette initiative de lutte contre la corruption et l'impunité, c'est le président de la transition, le colonel à la retraite Bah N'Daw, qui est à la manœuvre, l'on peut croire que le président de la transition au Mali, veut terminer ses 18 mois de mandat en prouvant aux Maliens ce dont il est capable. Il a donc les mains libres pour traquer tous les ripous de la République. Du reste, l'on se rappelle que lors de sa prestation de serment il a promis d'éradiquer le mal. Est-ce cette promesse qu'il essaie de tenir en lançant cette opération "main propre" ? En tout cas, les autorités de la transition au Mali doivent montrer patte blanche en faisant de la lutte contre la corruption, leur priorité. Et le coup semble déjà parti pour cela avec l'arrestation de l'ex DG de l'ORTM, Sidiki N'Fah Konaté. Aussi, elles se doivent de faciliter la tâche au procureur anti-corruption afin que ce dernier ratisse large. En tout état de cause, toutes les sombres affaires de détournement de fonds publics doivent être élucidées pour ne pas hypothéquer l'avenir des enfants du Mali. Pourvu que cette opération ne soit pas une tempête dans un verre d'eau.

Jean Pierre James
Source: Nouveau Réveil

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations



Modibo Sidibé : “La marche de la démocratie sur le continent doit se poursuivre”

Entretien du magazine 54 États avec Modibo Sidibé, président du parti politique Fare An Ka Wuli

Modibo Sidibé, ancien Premier ministre malien sous Amadou Toumani Touré. L'avenir du Mali, la paix, la stabilité, la sécurité et le développement sont ses préoccupations. Il est à présent président des Forces alternatives pour le renouveau et l'émergence (Fare- An Ka Wuli). Il apporte ici son regard sur la situation politique et sécuritaire au Mali.

C'est la première fois que le Mali a à sa tête un président et un vice-président. Une première dans l'histoire du Mali indépendant. Le colonel-major à la retraite et ancien ministre de la défense, Bah N'Daw, devient président de la transition, et son cadet d'une trentaine d'années, le colonel Assimi Goïta, président du CNSP, devient son vice-président. Un compromis qui équilibre les rapports de force entre le CNSP et la Cédéao dans un contexte sécuritaire dégradé.

54 États : Modibo Sidibé, vous aviez le profil idéal pour cette transition ; que pensez-vous de l'ex-ministre de la Défense Bah N'Daw désigné président de transition (officiel) par la junte ? Et que pensez-vous de ce compromis qui semble équilibrer les rapports de force entre le CNSP et la Cédéao ?

Modibo Sidibé : Je me demande si c'est sous cet angle là qu'il faut aborder cette question. Qu'est-ce que cela représente pour le Mali ?

Pourquoi en sommes-nous arrivés à une transition. Qui doit faire cette transition ? Voilà à mon sens les questions les plus importantes. Nous nous sommes battus au sein du M5 et pas seulement les forces patriotiques, face à une gouvernance complètement erratique.

Le Président Ibrahim Boubacar Keïta, l'ancien Premier ministre et son gouvernement n'avaient aucune vision, aucun programme pour faire face au Mali en crise, à ses multiples dimensions, à sa complexité. Un Mali qui a vu la situation sécuritaire se dégrader. La population a souffert et l'insécurité s'est installée dans l'ensemble du pays.

L'action du M5 a été parachevée par l'intervention des militaires le 18 août.

Nous attendions depuis longtemps d'opérer une transition politique réussie. Une transition qui puisse permettre au Mali de réformer sa démocratie, d'avoir une réelle vision, de légitimer son État, de pouvoir créer un horizon afin d'évoluer dans un Mali redressé. Un pays capable de jouer parfaitement son rôle dans la sous-région.

Ce qui nous semble important, c'est de pouvoir, avec la Cédéao, sortir de l'incompréhension sur les formes d'un coup d'Etat classique, d'une transition classique, pour bien comprendre que les questions du temps et du pourquoi sont des questions prépondérantes, si nous voulons que le Mali vainque ce vide structurel, qui l'a jusqu'à présent tant affecté.

Je me refuse à parler d'un rapport de force avec la Cédéao. Il s'agit davantage de l'importance d'avoir une architecture de la transition qui soit tournée vers la refondation de notre pays.

54 États : Que devient cette révolution citoyenne qui a marché les 5 et 19 juin, le 19 juillet, réclamant un renouveau de la gouvernance, un renouveau de la démocratie ?

Modibo Sidibé : Le mouvement citoyen qui s'est développé visait à aller à la conquête de cette démocratie, à la conquête d'un regain de confiance entre l'État et les citoyens. Si on ne tisse pas d'autres formes de relation entre les gouvernements et les gouvernés, j'ai bien peur que notre développement et notre démocratie soient constamment pris en otage.

Il n'y a aucune fatalité à ce que le Mali se donne des alternances pacifiques. Et des ins-

titutions stables et durables.

Le combat du M5 visait à ouvrir le pays à une autre phase de notre démocratie, à appeler à une gouvernance nettement plus renouvelée, et qui est en phase avec ce qui se passe en Afrique, où l'on appelle ici et là, au respect des valeurs citoyennes. Un combat en phase avec les mouvements nés dans différents pays d'Afrique où les jeunes ont commencé par porter très haut ce besoin de démocratie.

54 États : Oui, le Printemps arabe

La démission du président Ibrahim Boubacar Keïta et de son régime, c'était simplement pour stopper la spirale dans laquelle se trouvait le Mali

La démission du président Ibrahim Boubacar Keïta et de son régime, c'était simplement pour stopper la spirale dans laquelle se trouvait le Mali et enclencher un processus de redressement du Mali qui passe par le dialogue et par des discussions endogènes sur la sécurité et l'économie. Cela visait à répondre par un projet commun lié aux enjeux écologiques, démographiques, sanitaires mais aussi aux enjeux de la jeunesse. Cette jeunesse qui est confrontée à de nombreux problèmes.

Par ailleurs, ce changement à la tête du pouvoir doit permettre de sortir le pays du cycle infernal de la pauvreté, de l'insécurité, d'une croissance aujourd'hui qui ne permet pas de créer de l'emploi et qui jette dans les eaux de la mer méditerranée tant de jeunes maliens, tant de jeunes africains.

54 États : Croyez-vous que le président de transition, Bah Ndaw et le Premier ministre, Moctar Ouane pourront ensemble créer une dynamique sécuritaire ?

Modibo Sidibé : Quand vous parlez de dynamique sécuritaire du président de transition, du vice-président de transition ou du Premier ministre de transition, nous, nous en parlons autrement.

Aujourd'hui, la transition doit reposer sur "un socle process" qui permet à l'ensemble des maliennes et des maliens de dessiner le projet dans lequel ils veulent voir leur pays progresser.

Encore une fois, je n'associerai pas la dynamique sécuritaire à la transition mais je remettrai le peuple au cœur de la transition. Au titre des urgences il y a la sécurité physique,

alimentaire, sanitaire, sociale, etc. Et dans un autre temps, sur le moyen-terme, conduire toutes les réformes structurelles dont le pays a besoin pour se relever. Relever son modèle économique et son environnement. Il s'agit d'une dynamique de résurgence, de fond structurel qui devrait permettre d'aller vers ce "Mali nouveau" que le Mouvement du 5 juin réclame. Permettez-moi de rappeler que nous possédons 1,24 millions de km².

Il nous faut repenser notre géographie, la remettre au cœur du cycle politique, par un aménagement du territoire consensuel, prévisible, équitable et qui permette à chaque citoyen, pour y avoir participé, de savoir qu'il est partie prenante de l'ensemble des infrastructures qui vont se développer dans son pays.

54 États : Un commentaire sur l'embargo imposé au lendemain du renversement d'Ibrahim Boubacar Keïta le 18 août et qui a « terriblement affecté » les commerçants qui sont privés depuis un mois d'échanges financiers avec leurs voisins de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

Modibo Sidibé : Depuis la nomination dimanche du diplomate Moctar Ouane comme Premier ministre, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) est attendue sur la levée des sanctions contre le Mali. Ces sanctions pèsent sur l'économie malienne. Le Mali est un État très important en Afrique de l'Ouest.

Le Mali n'est pas un arrière-pays ou un sous pays de la Cédéao.

Nous avons des potentialités. Nous avons des flux économiques. Nous avons des transformations à mettre en place par rapport à notre richesse.

Je voudrais ajouter que le Sahel, comme le Mali, a besoin d'aménagement. Aussi, il faut tenir compte d'un autre espace qui est le Sahara. C'est dans ce cadre-là, régional, trans-régional, qu'il faut aborder les questions de résolution dans la durée de la crise au Sahel. Une crise qui est à la fois économique et sécuritaire.

Le Mali a besoin d'aménagement de son territoire, l'espace sahélien aussi

Je le répète, le Mali a besoin d'aménagement de son territoire, l'espace sahélien aussi. Entre ces deux zones là, Sahara et Sahel, il faut des

passerelles où l'on pourra développer l'économie qui mettrait l'ensemble de notre région à l'abri des dérives terroristes.

54 États : La présence de militaires français et onusiens depuis sept ans au Mali est contestée par une partie de la population. Pourtant, le colonel Assimi Goïta a dit lors de la Fête nationale : « Nous demandons à la population malienne de soutenir les forces armées de défense et de sécurité. Et c'est l'occasion aussi, pour moi, de demander à la population de soutenir nos partenaires, avec la force Barkhane, la Minusma, la force G5, la force Takouba. ». Modibo Sidibé, la France doit-elle rester au Mali ?

Modibo Sidibé : Nous avons des rapports historiques avec la France. La première construction de Défense et de sécurité, ce sont les Forces Armées Maliennes (FAMA) qui doivent être réformées. Cela veut dire simplement que nous créons un environnement dans lequel nous pouvons travailler à la sécurité de la sous-région, mais en ayant la ferme conviction que l'agenda que nous allons tracer est ce même agenda dans lequel la communauté internationale nous soutiendra.

La constitution de ces Forces armées et de sécurité, doit être adossée à une construction de nos États. Ce sont des États forts, des États relégitimés avec une autre gouvernance qui sont à même de soutenir les efforts nationaux et de coopération en matière de sauvegarde de la sécurité et en matière de développement dans l'ensemble de la sous-région.

54 États : Êtes-vous favorable à une coopération avec des pays comme la Russie ou la Turquie dont l'offensive est très poussée ces derniers temps sur le continent ?

Modibo Sidibé : Permettez-moi de rappeler que la coopération avec la Russie, (auparavant Russie soviétique), date de plus de 50 ans. Le Mali a la liberté de choisir sa coopération, dans le cadre de la construction d'un meilleur système de défense.

La coopération avec la Russie date de plus de 50 ans

Le rendre plus opérationnel pour l'adapter aux



efforts d'une guerre asymétrique. Le Mali choisira ce qui lui convient le mieux pour l'amélioration de son dispositif sécuritaire. Cela n'empêche nullement les partenariats avec la France pour des intérêts convergents, partagés et dans le respect mutuel de la souveraineté de chaque État. Le Mali doit s'affirmer dans la gestion de ses problèmes sécuritaires.

Le Mali doit s'affirmer dans la gestion de ses problèmes sécuritaires

Aujourd'hui, on ne peut pas être dans des partenariats ficelés et cloisonnés. Privilégions les partenariats ouverts, horizontaux.

54 États : Monsieur Sidibé, aspirez-vous, après la transition à devenir président de la République du Mali ?

Modibo Sidibé : Nous avons proposé un projet intitulé "Mali, Horizon 2030".

La richesse du Mali, la richesse du continent, c'est sa jeunesse.

Il faut lui donner la possibilité de s'exprimer. Il faut lui donner la possibilité d'être autonome. Il faut lui donner la possibilité de tra-

vailler et pour travailler, d'être éduqué, d'être formé dans son pays et d'avoir envie d'y rester. Voilà le Mali que nous voulons !

Un Mali pluriel, un Mali solide, qui nous donne de la modernité dans son identité sans être dans un retrait identitaire.

J'espère que nous ferons en sorte que le Sahel redevienne ce qu'il était. À savoir : un espace convivial, de solidarité et de tolérance.

54 États : Une question importante. Un certain nombre de chefs d'État s'accrochent au pouvoir, briguent des 3^è mandats, changent la Constitution à loisir. Que pensez-vous de cela puisque vous êtes attaché à la démocratie ?

Modibo Sidibé : La Cédéao va forcément, à partir de la crise malienne, à partir aussi d'autres crises, revoir son approche de la démocratie et de la gouvernance.

54 États : En Guinée, l'opposant Cellou Dalein Diallo invite la Cédéao à demander au président sortant, Alpha Condé,

de ne pas se représenter. Un commentaire ?

Modibo Sidibé : L'opposant Cellou Dalein Diallo est parfaitement dans son rôle.

54 États : Et pour la Côte d'Ivoire ?

Modibo Sidibé : Moi, je ne vais pas singulariser tel pays ou tel autre. Nous sommes soucieux de tout ce qui se passe dans tous ces pays-là. La démocratie ne peut se satisfaire de remaniements continuels de la Constitution.

La marche de la démocratie sur le continent doit se poursuivre

La marche de la démocratie sur le continent doit se poursuivre et ne peut pas se satisfaire de manipulation des institutions, et des textes.

Priscilla Wolmer
Directrice de la rédaction
Source : 54 Etats

Fin de suspens : Soumaila Cissé parmi nous !



Fin de suspens ! On aura certes attendu un peu plus de 48 heures pour être définitivement fixés, mais il est enfin là ! Il, c'est l'honorable Soumaila Cissé, Président de l'URD et chef de file de l'opposition malienne. L'homme dormira ce soir en famille avec son épouse, cette brave dame qui a su rester forte, humble et digne dans la douleur, et de ses enfants, qui ont pu expérimenter, comme tous les orphelins du monde, l'amère expérience de supporter les affres de la vie en l'absence de leur père pendant six (6) long mois ! L'information a été confirmée par la Présidence de la République du Mali et le président de la

Cellule de Crise mise en place à cet effet, en l'occurrence l'ancien Premier ministre, Ousmane Issoufi Maïga en début de soirée. Ils sont quatre à être libérés, il s'agit de : Soumaila Cissé, président de l'Union pour la République et la Démocratie (URD), chef de file de l'opposition malienne, la française Sophie Pétronin et deux italiens, les sieurs Nicolas Chiacchio et Luigi Maccalli. Le président de la transition, SEM Bah N'Daw, le Vice-président de la transition, le colonel Assimi Goïta, et le Premier ministre Moctar Ouane, le président de la Cellule de Crise, Ousmane Issoufi Maïga, tout en informant l'opinion nationale et internationale de la

bonne nouvelle, ont précisé que la libération de ces personnalités enlevées par les filiales du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) a été obtenue grâce aux efforts conjugués des Services de Renseignement, des Forces Armées et de Sécurité, des Partenaires du Mali et de la Cellule de Crise. Pour rappel, depuis le 25 Mars 2020, le président de l'Union pour la République et la Démocratie (URD), M. Soumaila Cissé était pris en otage. La française Sophie Pétronin a été enlevée le 24 Décembre 2016 à Gao par le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM). Si ce sont ces deux qui focalisaient toutes les attentions, il faut cependant noter que deux italiens, à savoir Nicolas Chiacchio et Luigi Maccalli, sont à ajouter à la liste des otages libérés ce mardi. Ils ont tous « affirmé qu'ils étaient contents avant de monter dans l'avion ».

Très peu de détails étaient disponibles dans un premier temps sur les circonstances de cette libération annoncée, qui se dessinait depuis le week-end et qui met fin à une épreuve de près de quatre années pour Mme Pétronin et de plus de six mois pour M. Cissé. La libération des deux otages italiens n'avait pas été évoquée jusqu'alors. Convenons donc avec l'AFP qu'avec ces libérations, « les nouvelles autorités de la transition installée pour 18 mois par les militaires peuvent se prévaloir d'une réussite spectaculaire, même si les détails de l'opération et la part prise par les différents acteurs restent à établir ».

L'avion transportant les quatre ex-otages s'est posé à l'aéroport Président Modibo Keita – Senou un peu avant 22 heures locales et en temps universel. A l'accueil, outre Mme Cissé Assa Traoré, étaient présent les enfants de Soumaila Cissé, les responsables de son parti politique l'URD et ceux du FSD mais aussi les collectifs qui se sont constitués pour sa libération ainsi que de nombreux amis et voisins. Après d'émouvantes retrouvailles, un long cortège de véhicules et de motos s'est ébranlé pour la résidence de Soumaila Cissé qui devait être reçu en cours de nuit par le Président et le Vice-président de la transition. A « Soumi champion », nous disons donc Bienvenue ! Au Bon Dieu, nous disons merci ! Qu'il avait commencé à nous manquer !

■ Yama DIALLO

CS/M5-RFP-Transition : La lutte continue



Le rôle du Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces patriotiques (M5-RFP) dans la chute du régime d'Ibrahim Boubacar Kéita (IBK) n'est plus à démontrer. L'Afrique et le monde entier ont été témoins des rassemblements de dizaines de milliers de personnes au Monument de l'Indépendance de Bamako, à l'appel du Mouvement de contestation qui réclamait la démission de l'ancien Président de la République. Les membres du Comité National de Salut du Peuple (CNSP) sont venus le rappeler le vendredi, 21 août 2020, lors du rassemblement d'hommage aux victimes des tueries des 10, 11 et 12 juillet qui ont fait une vingtaine de victimes en majorité des jeunes et des enfants tombés sous les balles de la Force Spéciale Antiterroriste (FORSAT). Le CNSP avait donné sa parole de consulter le M5-RFP et de l'associer à toutes les décisions pour la mise en place de la Transition. Mais au fil des jours, le fossé s'est élargi entre la junte et le Mouvement historique, les militaires ayant montré leur volonté de s'emparer de tout le pouvoir. De la désigna-

tion des membres du Collège devant nommer le Président de la Transition, à celle du Premier ministre, à la formation du Gouvernement, le M5-RFP a été totalement floué par les militaires. D'où la Déclaration du Mouvement en date du 06 octobre 2020 et signée de Choguel Kokalla Maïga qui consacre la rupture d'avec la Transition qui vient d'être mise en route. Rien ne va plus entre le M5-RFP et les nouvelles autorités du Mali devant conduire la Transition de 18 mois qui vient de s'ouvrir avec la mise en place du Gouvernement dirigé par Moctar Ouane et comprenant 25 ministres dont 04 membres du CNSP aux postes stratégiques. En effet, dans une Déclaration en date du 06 octobre 2020, le Comité Stratégique du M5-RFP marque son désaccord avec les nouvelles autorités de la Transition. Rappelant les informations relayées par la presse écrite, parlée et les réseaux sociaux, le CS/M5-RFP précise dans sa Déclaration ce qui suit : « Le M5-RFP indique, contrairement à certaines informations relayées par les médias nationaux et internationaux et les réseaux sociaux qu'il

n'a pas de représentant dans ce gouvernement et qu'aucun membre ne peut se réclamer de lui ou prétendre agir en son nom ». Cette position a été soutenue par le Coordinateur de la Coordination des Mouvements et Associations de Soutien à l'Imam Mahmoud Dicko (CMAS), Kaou Issa N'Djim, qui a expliqué que la Coordination qu'il préside et qui a deux de ses membres dans le Gouvernement de Transition n'est plus membre du M5-RFP. Ainsi, le M5-RFP qui a été à la base de la démission d'IBK a été écarté de toutes les instances de la Transition. Pire, il n'aura même pas été associé à la prise de décisions. C'est pourquoi « Le M5 regrette profondément que son souci constant d'une transition réussie n'ait pas été compris et pris en compte ni au moment des journées de concertation sur la Transition, ni pour la désignation du Président ni celle du Premier ministre de transition et encore moins pour la mise en place du gouvernement alors que sa délégation était en discussion avec le Premier ministre », alors même que Moctar Ouane « après avoir donné



des assurances au M5-RFP et rappelé son rôle clé et décisif pour le changement au Mali, a mis en attente sa délégation jusqu'à l'annonce-surprise de la composition du gouvernement », précise la Déclaration citée plus haut.

Le M5-RFP se sent ainsi trahi par le CNSP qui a violé son serment de travailler avec le Mouvement historique à toutes les étapes de la mise en route de la Transition. Contrairement à ce que soutiennent ses détracteurs tous soutiens de l'ancien régime, le M5-RFP rappelle qu'il n'est pas dans un combat de positionnements » pour avoir décliné l'invitation d'IBK à entrer au gouvernement et « est donc légitime à dire que le nouveau gouvernement, dont la composition viole la loi n°052 sur la promotion du genre, n'est porteur ni de la rupture avec le système qu'il a combattu ni du changement auquel le Peuple malien aspire et pour lequel il a consenti le sacrifice ultime : le sang des Martyrs pour lesquels justice doit être rendue sans délai ».

Certes le complot intenté contre le M5-RFP est dur du point de vue de la confiance qu'il avait placée dans le CNSP. Cependant cette trahison n'est pas de nature à décourager Choquel Kokalla Maïga et ses camarades. Bien au

contraire. « Le M5-RFP, poursuit la Déclaration, malgré des tentatives répétées de marginalisation, conscient de ses responsabilités, réaffirme sa détermination à faire aboutir son combat pour un Mali nouveau ». C'est dire donc que la lutte qui a abouti à la démission d'IBK continue de plus belle puisqu'elle a été récupérée et dévoyée par ceux qui ont un autre

agenda pour le Mali. « Pour ce faire, le M5-RFP, fort de l'engagement de toutes ses composantes, sans exclusive, à œuvrer inlassablement pour la réussite du processus du changement, appelle ses Militantes, Militants et Sympathisants à rester mobilisés dans l'attente de ses mots d'ordre pour une rupture totale avec l'ancien système, pour un



changement réel par la refondation du Mali », conclut la Déclaration. C'est maintenant que le M5-RFP doit être plus fort pour remobiliser ses troupes, « Militantes, Militants et Sympathisants ». Pour cela il faudra convaincre ces dizaines de milliers de Maliens qui ont soutenu à bras-le-corps la lutte contre le régime d'IBK dont la chute était l'objectif principal pour nombre d'entre eux. Il faut

maintenant convaincre tout ce monde que le combat n'est pas terminé. Dans un Mali où les militaires du CNSP sont considérés comme des sauveurs et bénéficient pour cela d'une forte sympathie, les leaders du M5-RFP doivent puiser au tréfonds de leur âme des ressources encore plus grandes pour faire aboutir leurs idéaux. Ce serait un combat autrement plus difficile que celui qui a abouti à la démis-

sion d'IBK car les ennemis de Choguel Kokalla Maïga et de ses compagnons, plus nombreux et déterminés, travaillent dans l'ombre pour qu'ils n'arrivent jamais à leurs fins. Reste que le M5-RFP a jusque-là montré sa capacité et sa détermination à avancer. Celles-ci ne seront pas de trop pour rebondir.

■ Diala Thiény Konaté



Le Mali après la transition : La plateforme « JIGIYA KURA- espérance nouvelle » prépare la course pour Koulouba

Quelques jours après la création de la plateforme « Jigiya Kura- Espérance nouvelle », Housseini Amion Guindo, président du parti CODEM et membre fondateur du mouvement s'est entretenu avec des confrères de Mali buzz, mercredi 7 octobre 2020. L'objectif était d'expliquer les vraies raisons de la création de ce nouveau pôle politique qui regroupe en plus des partis politiques, des associations et ONG.

Contrairement aux derniers regroupements de partis politiques et d'organisations de la société civile qui se sont donné comme mission de dénoncer les maux de la nation, la plateforme « Jigiya Kura- Espérance nouvelle » a clairement indiqué qu'elle vise les futures élections.

Du moins, c'est ce qu'a indiqué Housseini Amion Guindo, membre de la plateforme et président du parti CODEM. Pour une élection inclusive et transparente au Mali, l'ancien ministre de IBK a signalé que beaucoup de préalables sont nécessaires, dont le rétablissement du fichier électoral, la question de la carte Nina, etc.

Housseini Amion Guindo a fait savoir que c'est seulement en apportant des réponses aux pro-

blèmes existants que le Mali pourra organiser des élections inclusives.

C'est d'ailleurs ce souci d'organiser des élections inclusives et transparentes qui témoigne, selon le président de la CODEM, la mission de Jigiya Kura, notamment de veiller sur le bon déroulement de la transition.

Au-delà de ces problèmes techniques soulignés, le président de la CODEM a aussi indiqué que des solutions doivent être apportées à la question de la sécurité, dont l'impact sera certain dans les futures élections.

Parallèlement à cet objectif, l'ex-député de Sikasso a indiqué que la plateforme « Jigiya Kura- Espérance nouvelle » ne manquera non plus aussi de suivre les engagements pris par les autorités de la transition.

Mais par ailleurs, il a tenu à préciser que la première mission des autorités de la transition est d'organiser des élections crédibles et transparentes.

Il estime, par contre, que c'est au pouvoir légitime qui sera mis en place, de réfléchir sur les voies et moyens pour sortir le Mali des différents maux dont il souffre.

C'est pourquoi Housseini Amion Guindo a rappelé que la plateforme « Jigiya Kura » est formé de partis et d'organisations qui ont la même vision pour une sortie de crise au Mali. Concernant les perceptives, Housseini Amion Guindo a indiqué qu'après la transition, le nouveau pôle politique organisera des ateliers avec tous les acteurs de la société, y compris ceux de la diaspora afin de discuter sur quel modèle de Mali a besoin du rôle de tous les acteurs qui y évoluent.

A croire le président de la CODEM, ce sont les recommandations qui sortiront de ces concertations qui feront l'objet de programme pour le Mali.

Des recommandations qui définiront quelle éducation pour le Mali, quel découpage administratif, quelle nouvelle constitution, quel statut pour les religieux dont notre pays a besoin. A noter que la plateforme « Jigiya Kura – espérance nouvelle » est composée actuellement de 13 partis politiques, 32 associations et 6 ONG.

Issa Djiguiba



UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com



Travail domestique : Ces filles exploitées et violentées !

Avec des gros slogans qui, d'un côté disent que nous sommes un peuple solidaire et uni, d'un autre que l'humanisme et le vivre ensemble priment, ailleurs encore, que la défense des opprimés est la carte maîtresse de ces quelques-uns qui ont réussi à se défendre et sortir à peu près du lot de ceux qui sont éternellement écrasés.

Ces gros slogans sont des discours à dormir debout pour attirer l'attention sur ceux qui l'emploient pour donner un cadre à leur propre lutte du chacun pour soi. Quand nous nous posons la question éternelle de savoir pourquoi autant de malheur social et d'inégalités, nous oublions très souvent et étouffons-en nous-mêmes notre entière responsabilité dans nos actes de tortures quotidiennes des uns et des autres. Nous sommes les fruits de ces tortures et ces violences que nous exprimons dans nos actes de tous les jours, sans reconnaître les impacts et refuser des mises en question. Un aspect de ces violences est illustratif dans nos rapports sociaux avec la junte de la horde de celles appelées "filles de ménage".

D'abord, il est à noter que la majorité écrasante sont des filles mineures venues du vil-

lage et insérées dans les familles qui les exploitent et les torturent avec des tonnes de services difficiles d'être accomplis même par les adultes. Ensuite, la société a légalisé cette exploitation pour des salaires maudits de 7500 FCFA (moins de 12 euros) par mois, pour des jeunes filles mineures qui sont les premières à se réveiller entre 5 et 6 heures le matin pour être les dernières à se coucher pour un temps de travail de plus de 15 h/ 24h.

Ces petites filles mineures s'occupent de tous les travaux difficiles dans un interminable aller-retour. Elles sont utilisées par toute la famille pour tout et n'importe quoi. Ainsi, ces petites filles mineures traversent tout leur cycle d'adolescence dans cette forme de tortures physiques et psychologiques jusqu'à l'âge adulte qui sera l'occasion pour elles d'être acceptées pour 10000f (15 euros) de sa-

laire par mois, parce qu'elles ont appris à faire la cuisine. Une occasion pour la maîtresse de la maison de passer tout le reste de sa vie avec les maquillages et les événements sociaux interminables, en abandonnant ses propres devoirs.

La petite fille mineure d'hier devient une adulte renfermée et traumatisée, qui crée une carapace de défense pour étouffer toutes ses émotions de douleur subies dans une société qui se décrit comme humaniste et solidaire. Elles perdent leur sourire, elles sont l'objet de tonnes d'insultes et de cris. Elles dorment dans des conditions de misère, parce que considérées comme des sous-humains. Elles sont également l'objet de chantage sexuel, souvent fait par l'homme de la famille, un pervers sexuel, soit par un frère de la famille, sans avoir ni le droit de se défendre, ni pour contester.

Elles sont victimes d'autres fois de grossesse causées par viols sexuels, qu'elles gardent et acceptent, en continuant leur chemin. D'autres fois, elles ont des compagnons de la rue, qui acceptent de telles grossesses sans être sûrs qu'ils en sont l'auteur. Certaines, avec l'incapacité de supporter ces tragédies, jettent leurs enfants, parce que ne sachant pas quoi faire avec et sans moyens, parce que la famille au village, les rejettera. Beaucoup restent piégées dans les grandes villes à cause de tels dilemmes.

Ce sont des pratiques qui sont remarquées dans toutes les familles, dans l'indifférence et un silence total. Ce sont pourtant des familles qui sont convaincues de leur bonté et leur place au paradis. Dans une discussion avec une femme dans son foyer sur la situation de ces filles ménagères, elle nous a expliqué sans-gêne ni honte que ces filles sont nourries par la famille, c'est pour cela que 10.000 FCFA (15 euros) de salaire par mois, sont largement suffisants. Regardez les démons et les vagabonds que vos enfants deviennent, malgré toutes les conditions dans lesquelles vous tentez de les mettre. Les garçons au mieux deviennent des drogués, au pire, ils deviennent des ratés vagabonds qui se manifestent depuis la maison. Les filles deviennent des objets de marchandage sexuel aux plus offrants. Rien ne naît de rien.

Touré Abdoul Karim
Source: le démocrate Mali



Côte d'Ivoire : Guillaume Soro accusé de « complot » contre l'État

Au terme de l'instruction, les charges sont désormais connues : Guillaume Soro et 19 de ses proches sont accusés de « complot et atteinte contre la sécurité de l'État », a annoncé le procureur d'Abidjan.

Le juge d'instruction a terminé ses investigations. L'information judiciaire a démontré indubitablement leur participation active dans la commission de faits de complots et atteinte contre la sécurité de l'État », a affirmé mardi le procureur d'Abidjan, Richard Adou.

Vingt personnes, dont l'ancien chef rebelle et ex-Premier ministre Guillaume Soro, sont accusées de « complot et atteinte contre la sécurité de l'État », huit sont poursuivies pour « trouble à l'ordre public » et « diffusion de fausses nouvelles », alors que 19 ont bénéficié d'un non-lieu.

Outre Guillaume Soro, plusieurs personnes concernées par ces charges sont des proches de l'ancien président de l'Assemblée nationale ivoirienne, à l'instar de l'ex-ministre Affoussiata Bamba Lamine ou encore de son chargé de communication, Moussa Touré, tous deux vivant en France. D'autres sont toujours incarcérées, comme Rigobert et Simon Soro, deux frères de l'ancien Premier ministre, les députés Alain Lobognon et Sess Souku Mohamed ou encore son ancien chef du protocole, Souleymane Kamagaté Koné, dit « Soul to Soul ».

Remises en liberté sous conditions

L'annonce de la clôture de l'instruction par le procureur Richard Adou intervient trois semaines après la remise en liberté, mercredi 23 septembre, d'une dizaine de proches de Soro qui comptaient parmi les 47 personnes interpellées depuis décembre dans le cadre de cette même affaire. Ils ont bénéficié d'une liberté conditionnelle, avec notamment interdiction d'entrer en contact les uns avec les autres et de participer à des meetings politiques.

Le procureur d'Abidjan a assuré avoir « bon espoir » que le mandat d'arrêt émis contre Guillaume Soro en décembre soit exécuté par les autorités françaises. Il a par ailleurs répété

que les investigations reposaient sur des écoutes téléphoniques et des perquisitions ayant permis de saisir une cinquantaine de fusils d'assaut Kalachnikov et des lance-roquettes.

Une référence à des enregistrements sur lesquels on entend Guillaume Soro discuter avec son interlocuteur de ses soutiens au sein de l'armée, que le procureur Richard Adou avait dévoilé dès le 26 décembre 2020. Soro y disait aussi être « positionné un peu partout » et avoir la « télécommande » pour passer à l'action. Le procureur affirmait alors que Guillaume Soro préparait « un complot » visant d'abord à « jeter le discrédit sur le régime » ivoirien, avant de mener « une insurrection civile et militaire ».

L'ancien président de l'Assemblée nationale,

qui vit en exil depuis décembre dernier, nie toutes ces accusations. Il a par ailleurs maintenu sa candidature à l'élection présidentielle, mais celle-ci a été invalidée par le Conseil constitutionnel, en raison de sa condamnation à 20 ans de prison pour « recel de détournement de deniers publics » dans l'affaire dite de la Villa Marcory Résidentiel.

Soro nie en bloc

Une condamnation dont Soro ne reconnaît pas la légalité. Ses avocats se basent pour cela sur un arrêt de la CADHP publié en avril dernier, quelques jours avant le verdict, dans lequel la Cour d'Arusha demande à la Côte d'Ivoire de surseoir au mandat d'arrêt émis contre l'ancien Premier ministre. Au lendemain de cet arrêt, Abidjan s'était retiré de la CADHP, dénonçant une « immixtion » de celle-ci dans ses affaires intérieures. La demande de la Cour de revenir sur l'invalidation de la candidature de Soro, mi-septembre, n'a pas eu plus d'effet.

Le 17 septembre, tout en affirmant maintenir sa candidature, Guillaume Soro avait considéré que « maintenir cette élection dans ces conditions n'avait aucun sens » et qu'y participer revenait à « cautionner la forfaiture » d'Alassane Ouattara et à « accompagner son coup d'État institutionnel ». Il avait alors appelé l'opposition à « faire bloc ».



Présidentielle en Guinée : Les fiefs électoraux des candidats

Si la présidentielle s'oriente vers un duel entre Alpha Condé et Cellou Dalein Diallo, dix autres candidats sont également dans la course. Quels sont les bastions électoraux des principaux candidats ? Réponse en infographie.

Douze candidats officiels, 5,4 millions d'électeurs, et seulement deux petites semaines de campagne avant la date fatidique du 18 octobre. Match ultime entre les rivaux de toujours, Alpha Condé et Cellou Dalein Diallo, la présidentielle guinéenne est aussi une équation à multiples inconnues. Au-delà du duel entre le président sortant et l'ancien Premier ministre, quel est le poids des différents candidats ? Quels sont les fiefs électoraux dans lesquels ils espèrent faire le plein de voix ? Et si le vote régional, voire communautaire, est une donnée centrale pour les principaux candidats, qu'en est-il des régions dont aucun leader n'est issu, comme c'est le

cas de Boké, Kindia ou encore Conakry ?

En observant le poids électoral des différents bastions revendiqués par les candidats en lice, un début de réponse s'esquisse, sous la forme de la cartographie que nous vous présentons ci-dessous.

Après plusieurs années d'incertitudes et de critiques, le fichier électoral, longtemps contesté, a finalement été validé par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

L'opposition n'en reste pas moins suspicieuse quant aux équilibres par région, qui avantageraient selon elle le Rassemblement pour la Guinée (RPG-Arc-en-ciel), le parti d'Alpha

Condé.

Kankan, le fief d'Alpha Condé

La région la plus importante par le nombre d'électeurs est en effet celle de Kankan, en Haute-Guinée, bastion historique du parti au pouvoir, qui représente à elle seule 22 % des électeurs nationaux.

C'est d'ailleurs depuis la ville de Kankan qu'Alpha Condé a officiellement lancé sa campagne, le 19 septembre, lors d'une cérémonie qui s'est tenue par visio-conférence.

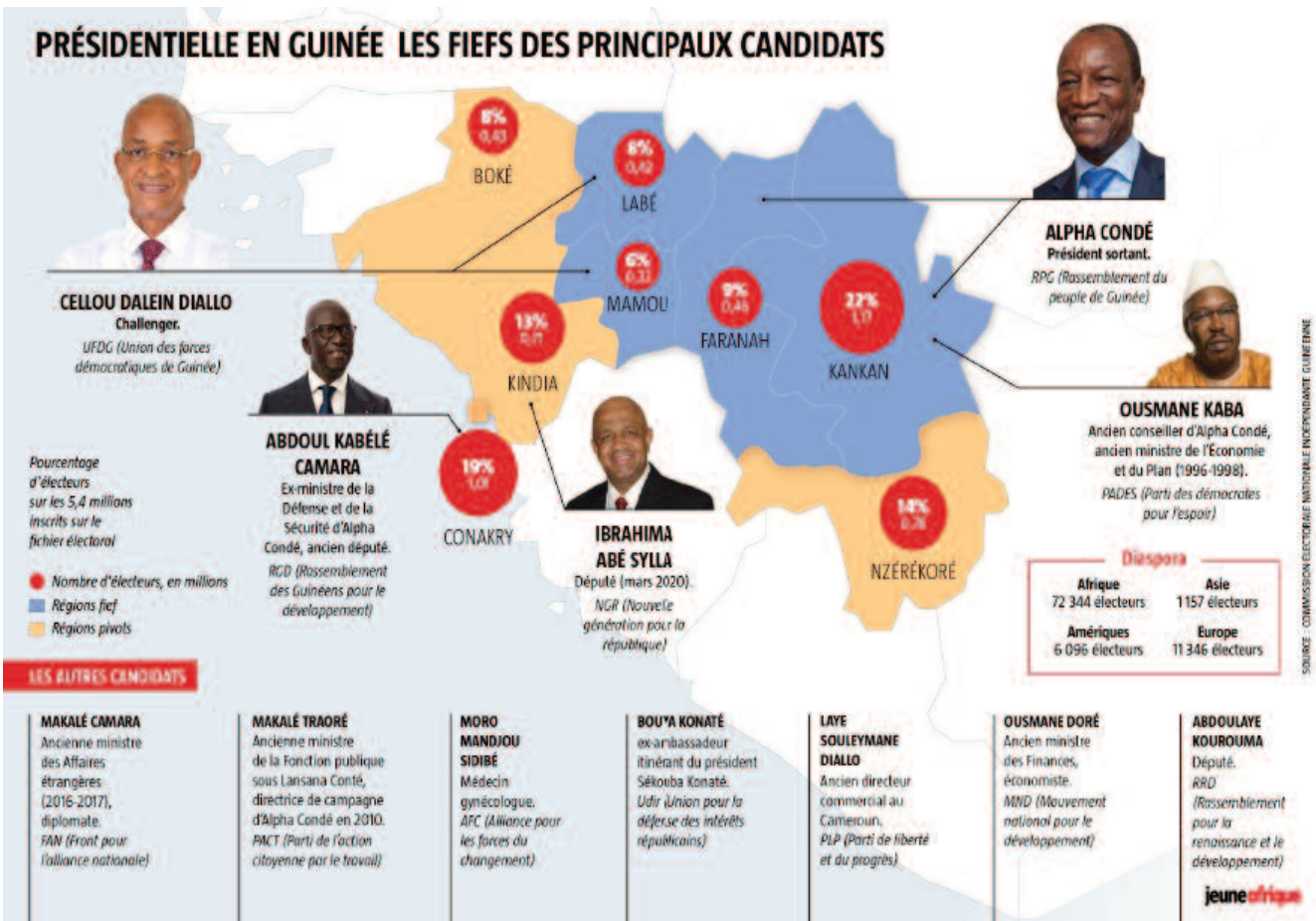
Le fief du RPG-Arc-en-Ciel a cependant été le théâtre, ces derniers mois, d'une vague de contestations et de manifestations. À l'origine de sa colère, des délestages en série provoqués par des retards dans la construction d'une centrale hydroélectrique.

Alpha Condé bénéficie néanmoins d'un ancrage solide dans la région, de même qu'en Guinée-Forestière, en Basse-Guinée, à Conakry, ou encore dans la région de Faranah, qui était le fief d'origine du président Sékou Touré.

Labé, bastion de Cellou Dalein Diallo

Si l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) de Cellou Dalein Diallo est également





en mesure de défier le président sortant dans la capitale, qui regroupe 19 % des électeurs, c'est dans la région de Labé (8 % des électeurs) et dans l'ensemble de la Moyenne-Guinée qu'il dispose de son assise la plus solide. L'ancien Premier ministre de Lansana Conté a débuté cette semaine une campagne nationale de dix jours à travers le pays. Après une longue période d'hésitation, l'opposant a donc décidé de rompre avec la stratégie du boycott déployée en mars dernier par son parti, l'UFDG, lors du double scrutin couplant législatives et référendum.

Une décision mal accueillie par le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), opposé au troisième mandat d'Alpha Condé.

Premières candidatures

Les fiefs des dix autres candidats en lice sont moins immédiatement identifiables. Pour la majorité d'entre eux, ce scrutin sera en effet le premier de leur carrière de femmes et d'hommes politiques.

L'ancien conseiller d'Alpha Condé, Ousmane Kaba, exclu du parti présidentiel en 2016 pour

avoir publiquement exprimé son désaccord avec le chef de l'État, a décidé de rompre avec le mot d'ordre du FNDC pour présenter sa candidature. Élu député à Kankan lors des législatives de 2013, il bénéficie d'un parti bien implanté en Haute-Guinée, où il espère ravir des voix au président sortant.

L'avocat Abdoul Kabélé Camara, ancien ministre d'Alpha Condé, a pris la tête du Rassemblement guinéen pour le développement (RGD) à sa sortie du gouvernement en 2018. C'est en Guinée-Maritime, dans la région de la capitale, que l'ancien bâtonnier a le plus de poids politique.

Ibrahima Abé Sylla, candidat de la Nouvelle génération pour la République (NGR), mène cette année sa deuxième campagne présidentielle. Implanté dans la région de Kindia, en Guinée-Maritime, il ne possède cependant pas de fief électoral de poids.

Parmi les candidats pour lesquels cette campagne présidentielle sera un baptême du feu, plusieurs ont également travaillé aux côtés d'Alpha Condé. C'est le cas de la diplomate Makalé Camara, qui fut sa ministre des Affaires étrangères ; et de l'ancienne ministre

Makalé Traoré, qui a été sa directrice de campagne lors de la présidentielle de 2010.

Les « régions-pivots »

Autre inconnue dans le scrutin à venir, le comportement des électeurs des régions-pivots, qui seraient qualifiées de « swing states » si le vote se tenait aux États-Unis. Aucun candidat en lice n'est ainsi issu de Guinée-Forestière – qui recouvre la région de Nzérékoré, fief de Moussa Dadis Camara, l'ancien chef de la junte – ni de la région de Boké. Et si Ibrahima Abé Sylla est originaire de Kindia, les votes des électeurs de la région devraient cependant être très disputés.

La géographie politique de Conakry est, elle aussi, très complexe, avec des quartiers traditionnellement acquis au RPG - Arc-en-ciel et d'autres à l'UFDG.

Il faudra aussi compter avec le comportement des électeurs de Sidya Touré, le leader de l'Union des forces républicaines (UFR) ayant décidé de suivre la consigne de boycott du FNDC.

Nos expatriés : Hamari Traoré à cœur ouvert

Titulaire à part entière à Rennes depuis trois ans, l'arrière-droit malien aborde plusieurs sujets dans cette interview qu'il a bien voulu accorder au Quotidien national L'Essor. Entre autres, on peut citer, la participation des Bretons à la Ligue des champions d'Europe, le bon début de saison du club, la sélection nationale, la montée en puissance des footballeurs maliens en Europe, le feuilleton Adama Diarra Traoré

L'Essor : Rennes premier du classement de la Ligue 1 après 6 journées de compétition. Est-ce une surprise pour vous ?

Hamari Traoré : Avant de répondre à votre première question, j'aimerais dire que je suis content et honoré de pouvoir faire cette interview. On m'a beaucoup parlé de cette rubrique de notre Quotidien national consacrée aux expatriés et j'avais commencé à me poser cette question : est-ce que j'aurai un jour l'occasion d'accorder une interview au Quotidien national. Alhamdulillah, mon jour est arrivé et je tiens à remercier tous les travailleurs du journal et un grand coucou au Desk sport.

Pour répondre à votre question, je dirais que je ne suis pas du tout surpris par cette belle performance de mon équipe. On mérite amplement le fauteuil de leader que nous occupons depuis un certain moment. Ça se passe super bien et tout le groupe est super motivé pour continuer sur cette lancée.

Nous sommes restés sur la même dynamique de la saison passée, même si nous n'avons pas pu finir le championnat à cause de la maladie à coronavirus. Nous sommes chanceux d'avoir un technicien de qualité, Julien Stéphan, qui travaille bien avec tous ses joueurs, il est très ambitieux. Quant à moi, j'essaie de donner le meilleur de moi, de rester humble pour être performant à chaque match. J'espère de tout cœur que tout le groupe restera comme ça jusqu'au coup de sifflet final du championnat.

L'Essor : Selon vous, qu'est-ce qui explique ce bon début de saison, vous qui êtes titulaire à part entière de l'équipe depuis trois ans maintenant ?

Hamari Traoré : Comme je viens de vous le dire, l'équipe est restée sur la même dynamique de la saison dernière, c'est ce qui explique ce bon début de saison. Nous allons redoubler d'efforts pour ne pas perdre ce

rythme et nous avons tous les moyens pour y parvenir. Grâce au président du club, Nicolas Holveck qui fait de son mieux chaque jour pour le bonheur du club. C'est à nous de serrer la ceinture pour maintenir le cap et lui offrir des trophées cette année, Inch-Allah.

L'Essor : Comment voyez-vous la suite de la compétition ?

Hamari Traoré : Mon équipe fera tout cette année pour être championne. A défaut du titre majeur, on visera la deuxième place qui permettra à l'équipe de participer à la Ligue des champions d'Europe. Vous savez, Rennes est un grand club, avec de grands dirigeants et de grands joueurs, nous voulons tous les trophées et avec du courage nous allons y arriver. Nous savons également qu'il y a des équipes coriaces comme le PSG, qui n'arrive pas jusqu'à présent à se retrouver mais qui a un bon effectif, ça il faut le reconnaître. Au classement de la Ligue 1, nous avons le même nombre de points que notre poursuivant direct, à savoir Lille qui possède également de bons joueurs. Ça va être très dur, mais avec la confiance et la bénédiction de tous les Maliens et de toutes les Maliennes, Rennes atteindra son objectif.

L'Essor : Parlons à présent de la Ligue des champions d'Europe. Rennes évoluera dans la poule E qui comprend également Chelsea, le FC Séville et Krasnodar. Que pensez-vous de cette poule ? Rennes a-t-il une chance de se qualifier ? Quelle est l'équipe que vous craignez le plus dans ce groupe ?

Hamari Traoré : Tout d'abord, je pense que la poule est abordable, je suis très optimiste pour la suite, je n'ai aucun doute là-dessus. Rennes a bel et bien sa chance de se qualifier. Mon club est ambitieux, en plus, on a la chance d'avoir un bon manager et tous les

joueurs sont assoiffés de victoires, s'il plaît à Dieu nous allons offrir cette qualification à nos supporters. L'équipe que je crains le plus dans ce groupe est Chelsea. A mon avis, c'est une belle équipe, dirigée par un jeune technicien, Frank Lampard. Cette équipe a remporté la Ligue des champions, l'Europa League, j'en passe. C'est à nous d'être meilleurs qu'eux, de bien jouer à chaque match pour passer la poule. Nous allons tout faire pour honorer notre club et également la France dans cette poule.

L'Essor : Il y a quelques mois, votre nom était sur les tablettes de plusieurs grosses écuries européennes, dont le PSG, mais vous avez décidé de poursuivre l'aventure avec Rennes. Pourquoi ?

Hamari Traoré : Oui, effectivement beaucoup de clubs me voulaient dans leur effectif, mais après avoir bien réfléchi avec ma famille et également mes proches, j'ai décidé de rester à Rennes et de continuer à progresser. Cette année, j'ai la chance de pouvoir jouer en Ligue des champions, je suis content pour ça. Pourquoi ? Parce qu'à Rennes, je suis un cadre, je suis bien respecté ici, on me paye bien, Alhamdulillah tout se passe bien avec les dirigeants, y compris l'encadrement technique, mes coéquipiers et évidemment les supporters. Nous sommes une grande famille à Rennes et on nous traite bien ici, c'est l'essentiel.

L'Essor : Cette année, il y a beaucoup de joueurs maliens en Ligue 1. Cela traduit-il une montée en puissance du football malien ?

Hamari Traoré : Oui, ça prouve que la nouvelle génération est en train de bien travailler et c'est un honneur pour moi de les voir au haut niveau. Je suis très content et je les exhorte à continuer ainsi car ils seront la re-



Photo A

lève. En Europe, il y a beaucoup de joueurs maliens. On les retrouve en France, en Angleterre où évoluent Moussa Djénépo, Yves Bissouma, en Allemagne il y a Amadou Haïdara et Diadié Samassékou, c'est un bon signe pour notre pays. C'est à nous de continuer à travailler, à rester humble à ne se prendre pour l'autre, je pense qu'avec ça on pourra faire beaucoup de choses pour le pays. Notre nation a besoin actuellement que ses joueurs soient dans les championnats de première division à l'extérieur, ça fait plaisir aux supporters du pays et c'est une fierté pour nous.

L'Essor : Vous avez été présélectionné pour les deux prochains matches ami-

caux des Aigles contre le Ghana et l'Iran. Quels commentaires faites-vous sur le choix de ces deux pays et de la ville d'Antalya (Turquie) pour abriter ces rencontres de préparation ?

Hamari Traoré : Je suis content que la Fédération malienne de football ait négocié deux matches amicaux pour permettre à la sélection nationale de se tester, avant la double confrontation avec la Namibie pour la suite des éliminatoires de la prochaine CAN. L'équipe a besoin de ce genre de matches amicaux, c'est une sorte de préparation pour nous. C'est à nous de bien travailler et de faire bonne figure. Concernant le choix de ces deux pays

et de la ville d'Antalya, je ne peux rien dire. J'en suis désolé mais je laisse ça à la fédération, mon rôle est tout simplement de jouer, pour le reste ce n'est pas mon problème. C'est toujours un réel plaisir pour moi de retrouver la sélection, mes frères et ce moment est très important pour moi d'être avec la famille, je suis content pour ça.

L'Essor : Adama Diarra Traoré a été convoqué à la fois par le sélectionneur national Mohamed Magassouba et le sélectionneur d'Espagne Luis Enrique. Que pensez-vous de cette affaire qui dure depuis maintenant trois ans ?

Hamari Traoré : Pour la sélection de mon frère Adama Diarra Traoré en Espagne, je ne sais pas quoi dire et ce n'est pas à moi de le juger. Pour moi, le plus important, c'est le choix du cœur. Je ne conteste pas son choix. Personnellement, j'aime les joueurs qui aiment venir jouer pour la patrie, je n'aime pas les joueurs qui se font désirer pour jouer pour le pays de nos ancêtres. En bon Malien, je ne peux que lui souhaiter bonne chance avec la Roja (surnom de la sélection nationale d'Espagne).

L'Essor : Le Franco-Malien, Abdoulaye Doucouré (Everton, Angleterre) figure également sur la liste des Aigles ? Qu'en pensez-vous ?

Hamari Traoré : Je n'ai absolument rien à dire également sur ce dernier, je ne le connais pas du tout et s'il avait accepté de venir jouer pour le Mali, ça allait être une occasion pour moi de le voir et de pouvoir tisser un lien avec lui.

Tout comme Adama Traoré, je lui souhaite une très bonne chance dans sa carrière et j'espère de tout cœur qu'ils ne vont pas regretter dans les années à venir. J'aime voir un joueur quitter l'Europe pour venir défendre les couleurs d'un pays africain, mais c'est une question de choix du cœur. Tous les joueurs présents aujourd'hui en Turquie sont là pour défendre les couleurs du pays. Adama Diarra Traoré et Abdoulaye Doucouré, je ne les juge pas, c'est une question de cœur et c'est le plus important. Moi, je suis très fier de porter le maillot du Mali et de pouvoir défendre mon pays.

L'Essor : Le Mali a été l'une des attractions de la dernière CAN, en Egypte. Quels souvenirs avez-vous de cette campagne, avec l'élimination précoce (8è de finale) des Aigles ?

Hamari Traoré : Après la dernière campagne en Égypte, on a créé un bon groupe avec un état d'esprit qui est au beau fixe. On a cette chance d'avoir un bon coach, Mohamed Magassouba avec son staff, mais on n'a pas eu de chance lors de la dernière CAN. On a défendu avec fierté et honneur les couleurs du Mali. Notre seul malheur a été qu'on est tombé sur un adversaire qui était plus chanceux que nous. On a dominé toute la rencontre, on au-

rait pu passer, mais on n'a pas eu de chance. Maintenant la CAN est derrière nous, tous les joueurs sont prêts à aller de l'avant afin de remporter des trophées pour le Mali. Nous voulons le soutien de la population malienne pour faire des victoires à domicile et également à l'extérieur. Je veux que nous parlions le même langage et que les dirigeants se donnent également la main pour travailler ensemble et mettre fin aux querelles de personne qui n'ont que trop duré.

L'Essor : Qu'est-ce qui a manqué aux Aigles ? Si c'était à refaire, quels changements demanderiez-vous ?

Hamari Traoré : Je pense que c'est le problème d'organisation et de moyens qui manque à cette équipe. Si la fédération donne plus de moyens aux Aigles, je suis sûr que le Mali va faire quelque chose, comme se qualifier par exemple à la Coupe du monde ou remporter la CAN. Si on reprenait la CAN ce que j'aurais demandé, c'est de l'efficacité devant les buts.

Il faut qu'on soit plus percutant devant. Face à la Côte d'Ivoire qui nous a éliminés, nous avons manqué de percussion et de réalisme en attaque. Nous avons dominé le match et l'équipe s'est créée beaucoup d'occasions qu'elle n'a pas réussi à concrétiser. Ce que j'ai aimé dans cette rencontre, c'est le fait que tous les joueurs ont joué avec le cœur. Nous avons tout donné, mais ça n'a pas marché. Je profite de cette interview pour présenter une fois encore, nos sincères excuses au peuple malien, nous promettons aux supporters de faire mieux lors de la prochaine campagne.

L'Essor : Lionel Messi et Cristiano Ronaldo règnent sur la Planète Foot depuis plus d'une décennie et causent des misères aux défenseurs qui croisent leur chemin. Selon vous lequel des deux joueurs est le meilleur ?

Hamari Traoré : Lionel Messi et Cristiano Ronaldo sont tous des extraterrestres, les deux portent toujours leur équipe respective. Il faut que les gens arrêtent de dire que celui-ci est meilleur, même si la préférence parle un peu plus pour Lionel Messi. Ces deux nous font rêver depuis plusieurs années et moi je leur souhaite une longue vie et une longue carrière.

L'Essor : Un petit message pour le public sportif malien qui suit avec une grande attention vos performances avec les Bretons.

Hamari Traoré : Je ne dirais pas un petit mais un grand message à l'endroit du public sportif malien qui ne rate aucun de mes matches. Mais je voudrais commencer par remercier d'abord Jean-Marc Guillou qui m'a permis d'être où je suis aujourd'hui. Ensuite, je demande à tout le monde de prier pour le Mali, notre chère patrie qui traverse un moment difficile de son histoire. Nous aussi à notre niveau, nous prions pour que le pays retrouve sa stabilité et que les Maliens retrouvent une bonne humeur. Je ne saurais terminer cette interview sans inviter les supporters maliens à nous soutenir ce vendredi face au Ghana et mardi contre l'Iran. Nous aurons besoin d'eux, quelles que soient les circonstances. Je souhaite beaucoup de bonheur à tout le peuple malien. Qu'Allah bénisse le Mali !

Interview réalisée par Djènèba BAGAYOKO

Prénom et Nom : Hamari Traoré
Date de naissance : 27 janvier 1992
Lieu de naissance : Bamako
Poste : Latéral droit
Première sélection : 9 octobre 2015 contre le Burkina Faso (1-4 pour les Aigles, en amical en France)
Nombre de sélection : 24
Parcours
2008-2012 : Académie Jean Marc-Guillou de Bamako
2012-2013 : Paris FC (France D2)
2013-2015 : Lierse SK (Belgique)
2015-2017 : Stade de Reims (France)
2017 : Rennes (France)
Palmarès
2014-2015 : Meilleur joueur de Lierse SK (Belgique)
2018-2019 : Vainqueur de la Coupe de France (Rennes)

Source : L'ESSOR



Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre ciel témoignera d'un fort potentiel pour relever des challenges ambitieux. On vous sollicitera à travers des propositions ou une plus grande importance accordée à vos fonctions. Vos méthodes convaincront et vous apporteront de la reconnaissance.

Avec ces dépenses liées à vos vacances ou à des activités de loisirs, il vous faudra revoir votre budget à la baisse et trouver des plans malins pour vous en sortir au mieux. Si vous avez une procédure en cours, elle durera plus longtemps que prévu.



Taureau (20 avril - 19 mai)

C'est devant la machine à café qu'on vous trouvera ce lundi. Soit vous rentrez de vacances et vous n'avez pas encore retrouvé le rythme, soit vous attendez les congés avec impatience. Dans un cas comme dans l'autre, qu'on ne compte pas trop sur vous.

Aujourd'hui, vous n'aurez que faire de l'état de vos comptes. Vous avez envie de profiter, de vous faire plaisir et de chouchouter vos proches. Tant pis si ça vous met dans le rouge et tant pis si votre banquier vous appelle tout fâché.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les activités sont éreintantes. De la dispersion survient et vous avez l'impression de stagner intellectuellement. Une mise au point pourrait vous être utile, privilégiez le dialogue avec l'un de vos collaborateurs, il peut vous aiguiller sur votre avenir.

De la prudence est conseillée pour garder votre trésorerie et éviter des frais inutiles est encore la meilleure chose à faire. Les tentations sont importantes et vous cédez surtout si votre cercle d'amis vous entraîne dans une sortie, car vous êtes généreux.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

En fait, cela ne sera pas compliqué. Pour aboutir dans vos démarches, dans vos actions professionnelles, vous devrez fournir un effort supplémentaire. Vous l'aurez compris tout seul, il sera inutile de vous faire une pique de rappel sur vos obligations.

Vous ne serez pas à court d'argent en ce début de mois. Mais ce sera la suite qui vous inquiétera. À l'allure où vous dépenserez vos euros, vous vous demanderez s'il vous en restera suffisamment pour les semaines à venir, car vous aurez des frais.



Lion (22 juillet - 23 août)

Ne dévoilez pas votre ambition pour rester neutre dans vos collaborations professionnelles. Le projet sur lequel vous travaillez peut mettre en compétition des collègues sur qui vous aviez investi une confiance. La prudence est votre meilleure attitude.

La journée apporte un climat dépensier pour de multiples raisons. Vous pouvez vivre au-dessus de vos moyens et ne pas parvenir à réaliser des économies importantes. Votre ambition professionnelle est revenue et vous envisagez de gagner de meilleurs revenus.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous saurez allier inventivité, créativité et esprit pratique pour concrétiser les idées que vous avez en tête. Sortir des sentiers battus ne vous fait pas peur et vous aidera à tirer votre épingle du jeu. Votre chef pourrait vous confier de nouvelles responsabilités.

Si vous devez renégocier des contrats d'assurance, un emprunt ou vos conditions bancaires, vous n'aurez aucune difficulté pour synthétiser les options et analyser les propositions les plus intéressantes. De quoi faire quelques économies chaque mois !.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Un problème d'organisation jette le trouble dans votre service. Vous pourriez baisser en productivité parce qu'il y a des absents ou des collègues qui ne travaillent pas aussi vite que vous. Il faut faire des concessions dans cette journée d'irritabilité.

Les dépenses ne sont pas destinées aux loisirs. Vous devez d'abord régler des charges ou payer pour assumer des besoins familiaux. Mais vous prenez la situation avec sagesse pour que personne ne manque de rien. Des économies faites restent assez maigres.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous aurez beaucoup de contraintes au travail. On vous imposera des règles auxquelles vous aurez du mal à vous plier, car vous n'y adhérez pas et non par esprit de contradiction. Une charge supplémentaire de boulot pourrait aussi vous tomber dessus.

Vous compterez davantage sur de nouveaux revenus que sur vos économies pour avancer dans la vie. Vous dégotterez de bons tuyaux et vous pourriez réussir un joli coup financier. À moins que vous ne cumulez une activité pour faire rentrer des euros.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Uranus dans le secteur renforce votre besoin d'indépendance et votre goût pour l'aventure. Vous ne serez pas très discipliné aujourd'hui ! Attention à ne pas provoquer les foudres de votre hiérarchie !

Une nouvelle vous faisant part d'un héritage ou d'un acte de donation en votre faveur pourrait arriver aujourd'hui. Elle atténuera votre sensation de manque, d'insécurité vis-à-vis de l'avenir.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

La rigueur qui vous caractérise vous permettra de déceler des petites erreurs dans certains dossiers. Heureusement vous parviendrez à rectifier le tir et à rendre un travail impeccable. Profitez-en pour revoir votre façon de travailler afin d'éviter que ça ne se reproduise.

Évitez de confier à n'importe qui vos projets financiers. Certaines personnes mal intentionnées pourraient essayer de vous rouler. La prudence est de mise aujourd'hui avec Pluton mal aspecté. Mieux vaut vous montrer discret de ce côté.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Une désorganisation dans votre travail peut vous rendre service. Vous pouvez succéder à un collègue qui démissionne. Le poste à pourvoir peut demander une spécialisation et une bonne aptitude pour gérer une équipe, il vous appartient de l'accepter ou pas.

Les frais sont élevés et vous réalisez que le salaire part en grande partie dans des frais obligatoires. C'est avec de la frustration et des concessions que la journée s'écoule en rêvant à un budget plus important. Un achat inattendu peut arriver.



Poisson (19 février - 21 mars)

La période que vous traverserez sera constructive. En revanche, elle supposera également d'importants changements, ce que vous n'appréciez pas forcément. Il sera pourtant nécessaire de vous y adapter et de prendre les dispositions nécessaires.

Ne soyez pas trop pressé d'aboutir dans vos négociations : certaines conditions mériteraient même d'être revues. Vous serez à même de parvenir à vos fins en faisant semblant de ne pas être si intéressé que cela sur cette belle opportunité financière.

TOMBOLA NISONDIA



Jusqu'au 20 décembre 2020

Souscrivez à Damou à partir de 490 F ou aux forfaits Internet et Grati+ à partir de 500 F pour gagner chaque semaine de superbes cadeaux.

SPiRiT